



*Afrika Zamani*, No. 17, 2009, pp. 265-310

© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique & Association des historiens africains 2012 (ISSN 0850-3079)

## Ecrire l'histoire du mouvement de résistance à la colonisation : un enjeu historiographique à Madagascar

Denis Alexandre Lahiniriko\*

### Résumé

Depuis la célébration du cinquantenaire de l'insurrection de 1947 à Madagascar, l'histoire, en tant que discipline scientifique, s'est invitée sur la place publique. Un besoin d'histoire se fait sentir obligeant les recherches à sortir du cadre des amphithéâtres de l'Université. Désormais, l'historien malgache est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans le débat public. A l'origine de cet « engouement populaire » se trouvent les différentes « interprétations » du mouvement nationaliste qui combattait la domination coloniale depuis sa naissance dans les années 1910. En effet, depuis longtemps, les historiens malgaches et de Madagascar ont présenté et étudié le nationalisme malgache comme un courant idéologique monolithique. Dans une vision as oolitique dont Madagascar a connu depuis son indépendance et à la difficulté du pays à mettre en place une vraie démocratie. Ainsi, dans leurs réflexions sur la colonisation et ses différents aspects oppressifs et sur le mouvement d'émancipation malgache, ils ont tendance à nuancer certains « acquis » de la connaissance historique sur le nationalisme malgache.

Le présent article est axée sur cette évolution non seulement des connaissances historiques sur le nationalisme malgache en général et sur l'insurrection de 1947 en particulier mais également celle de l'historiographie malgache concernant ces deux thématiques. Enfin, nous aimerons également évoquer le débat actuel suscité par cette double évolution. L'un des objectifs essentiels est, dans ce cas, d'évaluer l'importance de l'interférence de la mémoire collective sur la manière d'écrire l'histoire.

---

\* Département d'Histoire, Université d'Antananarivo, Madagascar.  
Email : denisalex\_lahiniriko@yahoo.fr

### Abstract

Since the commemoration of the fiftieth anniversary of 1947 uprising in Madagascar, history, as a scientific discipline, has reached the public stage. There is an emergence of a history need, leading research to step outside the framework of University's amphitheatre. Now, the malagasy historian will play an increasingly important role in public debate. Various «interpretations» of the nationalist movement that fought against colonial domination since its beginning in the 1910s have lead to this «public enthusiasm». Indeed, for a long time, Malagasy historians and historians of Madagascar studied and presented Malagasy nationalism as a monolithic ideological tendency. In a rather simplistic and Manichean view, they believe the struggle for independence is of «all», without exception, colonized.

But in recent years, a new generation of historians emerged in Madagascar. A generation that has neither seen nor experienced the colonialism or the French neocolonialism. They are rather sensitive to the political anomie that Madagascar has experienced since its independence, as the difficulty of the country to establish a true democracy. Thus, in their thinking about colonization and its various oppressive aspects, as on the Malagasy liberation movement, they tend to qualify particular «acquired» historian knowledge on Malagasy nationalism.

This article focuses on the evolution of not only historian knowledge on Malagasy nationalism in general and 1947 uprising in particular but also of Malagasy historiography related to these two themes. Finally, we would also like to bring up the current debate generated by these two evolutions. In this case, to assess the importance of the interference that collective memory has on the writing of history is one of key goal.

La recherche sur la période coloniale constitue un des thèmes majeurs des études historiques à Madagascar. Depuis au moins les années 1970-1980, l'histoire politique et notamment celle du nationalisme sont largement abordées<sup>1</sup>. Ainsi, nombreux mémoires et thèses sur ces deux thématiques ont été soutenus essentiellement dans les universités malgaches et françaises<sup>2</sup>. De même, pendant la Seconde République malgache (1975-1991), le mouvement de résistance à la colonisation est particulièrement mis à l'honneur. Une situation qui s'explique par le parti-pris idéologique d'un régime politique qui a fait de l'anticolonialisme, notamment de sa version contre le néocolonialisme français, une des bases essentielles de son fondement.

Les historiens malgaches ont été alors encouragés dans leurs travaux – dont certains ont été publiés. Il est évident qu'une telle politique entre dans le cadre de la « malgachisation » de l'enseignement. La promotion des historiens malgaches marque alors une certaine volonté de « nationaliser » l'histoire et faire en sorte qu'elle ne reste pas aux mains des seuls historiens de Madagascar – dont la plupart sont originaires de l'ancienne puissance colonisatrice.

Une histoire « quasi-officielle » du nationalisme s'est ainsi élaborée petit à petit dont le caractère « apologiste » constitue un de ses aspects essentiels.

Apologiste dans le sens où elle présente le mouvement de libération coloniale comme un courant monolithique dont l'objectif ne peut être que l'indépendance et la liberté pour les Malgaches. Des générations d'historiens ont largement contribué à la constitution de cette image d'Epinal en formulant leur problématique suivant cette orientation. Appelées à doter le nouveau Etat-Nation d'une histoire nationale, elles ont rempli leur rôle de dépositaires de connaissance du passé au service de l'Etat.

Plus récemment, une nouvelle génération d'historiens émerge à Madagascar. Elle n'a pas connu ni vécu, d'une manière directe, l'iniquité et l'injustice de la domination coloniale. Elle est plus préoccupée par la réalité actuelle du pays marquée par les difficultés aussi bien politiques qu'économiques<sup>3</sup>. Du fait de ce contexte, elle appréhende d'une autre manière l'histoire de la résistance malgache à la domination française. De ces considérations existentielles, elle tend à analyser le nationalisme comme un simple mouvement politique forcément composite, donc sujet à une lutte interne entre divers courants antagonistes. Le recul temporel aidant, elle met à mal certains « acquis » de l'histoire politique de Madagascar et notamment celle de la colonisation. Elle récusé notamment un certain « angélisme » dans lequel les historiens du début de la période républicaine seraient tombés. Elle pointe alors du doigt cette approche « normative » de l'histoire du nationalisme selon laquelle ce dernier serait une idéologie et un courant revendicatif « uniquement » au service des intérêts de Madagascar et de son indépendance. Elle met plutôt en exergue certains aspects difficilement avouables tels que le conflit d'intérêts personnels, la lutte du pouvoir ou encore la guerre nationalonationaliste dans le but d'accaparer l'Etat – et ses avantages matériels – au moment où le colonisateur quittera le pays.

Notre contribution à cette rencontre est justement centrée sur cette évolution de l'histoire et de l'historiographie du nationalisme malgache. L'enjeu sera de démontrer la divergence entre la représentation que la plupart des Malgaches se font du mouvement de lutte contre la domination coloniale et les recherches universitaires en la matière. Deux thèmes seront particulièrement analysés. Le premier se penchera sur la représentation du nationalisme dans la mémoire collective malgache. On analysera, entre autres, les limites de cette conception unanimiste selon laquelle la résistance malgache à la domination française est forcément un mouvement monolithique au service du pays ; qu'au contraire, celle-ci est « divisée » en nombreuses organisations partisans qui se rivalisent les unes des autres. La seconde thématique est relative à l'insurrection de 1947-1948. La question de responsabilité dans ses origines sera abordée ainsi que la « polémique » sur le nombre des victimes.

### **Le mouvement de résistance à la domination coloniale : union nationale et union nationaliste**

Depuis l'indépendance, la résistance à la domination coloniale est incarnée, à Madagascar, par le MDRM. C'est un parti politique né en France en Février 1946 et implanté dans la Grande Ile quatre mois plus tard. Ses succès électoraux fulgurants, acquis grâce à une implantation géographique rapide, laissent penser que l'ensemble des Malgaches a trouvé « le » moyen lui permettant d'exprimer son rejet du fait colonial. Distillée pendant plusieurs décennies dans l'enseignement scolaire de base – et notamment pendant la Seconde République –, une telle conclusion s'est imposée petit à petit dans la conscience populaire. Aujourd'hui encore, lors de la fête d'indépendance ou lors des journées commémoratives à l'honneur des luttes anticoloniales, l'hymne du parti s'impose comme étant la principale référence de la population dans son attachement à la nation. De plus, le nationalisme malgache s'est imposé, dans la pensée populaire, comme étant une force et un mouvement monolithiques et uniformes au service de l'indépendance du pays. Une telle position, nourrie d'un angélisme didactique, est largement partagée même si, au final, elle est loin de refléter la réalité complexe de la résistance à la domination française.

Autour du MDRM se crée alors un discours unanimiste selon lequel il est la matérialisation de l'unité nationale malgache. Mais force est de constater qu'il reste une structure au service de l'élite tananarivienne. Cette dernière revendique déjà, au moins depuis les années 1910, la représentation de la population dans sa lutte pour l'émancipation.

#### ***Le nationalisme : un courant politique composite***

La domination du parti de la Rénovation de l'échiquier politique malgache est quasi totale entre 1946 et l'insurrection de 1947. Elle explique le discours unanimiste dans lequel le MDRM s'arroge, à lui tout seul, la légitimité de la représentation nationale malgache. A l'époque, en dehors de lui, il n'y a que des « traîtres », « fauteurs de division et ennemis de l'indépendance de Madagascar. Ces discours prennent évidemment leur racine dans ses victoires électorales successives, le même qu'il n'est pas seul sur le champ politique nationaliste. D'autres formations politiques lui disputent l'héritage du mouvement d'émancipation nationale malgache et s'élèvent pour contester son hégémonie. Parmi elles, le PDM<sup>2</sup> est, sans doute, celui qui lui apporte le plus de contradictions même s'il peine à trouver sa place. En tout cas, grâce à sa presse et notamment *Ny Fandrosoam-Baovao* et le patronage du « Père du nationalisme malgache », le Pasteur Ravelojaona, le Parti Démocratique est le principal adversaire nationaliste du MDRM notamment dans la Province de Tananarive. Il trouve alors un allié de circonstance dans le MSM,<sup>3</sup> une

formation politique créée par certaines personnalités catholiques influentes. Bref, l'unanimisme politique trouve déjà ses limites.

En effet, l'opposition entre le PDM et le MDRM est la matérialisation de la dualité du mouvement d'émancipation malgache. Le premier incarne alors sa tendance élitaire dans laquelle la bourgeoisie tananarivienne tient une place importante, tandis que le second se présente comme son courant populaire. Ainsi, la multiple défaite électorale du parti de Razafintsalama Gabriel,<sup>4</sup> entre 1945 et 1947, peut être interprétée comme le résultat de l'extension sociologique et géographique de l'influence nationaliste. La formation des partis à Madagascar signifie donc l'ouverture du champ politique avec l'irruption de nouveaux acteurs de plus en plus nombreux qui vont des simples militants et sympathisants jusqu'aux électeurs. Bref, elle marque une certaine « démocratisation » de la société coloniale.

*L'unanimisme politique : le MDRM comme l'incarnation de la nation malgache.*

Face à ses adversaires nationalistes, le MDRM se présente comme le parti national : « Le MDRM créé par nos députés malgaches, Raseta et Ravoahangy, à Paris dans le but d'unir les 18 races qui cherchent l'indépendance, est régulièrement constitué » annonce Ny Fahafahana<sup>5</sup> en Mai 1946. Il a été ainsi fondé pour réaliser l'union de la population autour de l'autodétermination de la Grande Île. La base sur laquelle compte le parti est ainsi très large : « Les Merina et les Betsimisaraka, les Sakalava et les Betsileo, les Bara et les Antandroy et toutes les tribus de Madagascar y sont tous » dit *Mongo*.<sup>6</sup>

Le MDRM ne veut pas reconnaître une quelconque distinction du point de vue ethnique, d'origine sociale, de confession, de condition socioéconomique ou de profession. Une nouvelle conception de la nation est ainsi mise en exergue, celle d'une nation malgache qui transcende tout autre sentiment d'appartenance à un corps social. Dans les discours du parti, cette nation est précoloniale et basée sur le partage d'un certain nombre de valeurs : langue, géographie (l'apologie de l'insularité), us et coutumes. Mais c'est la soumission au joug colonial et à ses abus qui sont mis en avant comme étant le point commun entre les diverses populations de Madagascar. Dans ce cas, l'union nationale est vue comme le seul moyen permettant à la Grande Île d'avancer sur le chemin de l'indépendance. Cela explique également l'intolérance du MDRM vis-à-vis des autres structures partisans jugées comme celles de la division.

Il est évident que cette nation a pour cadre Madagascar considéré comme la seule et unique *Tanindrazana* (« terre des ancêtres ») qui transcende les « terres d'origine » de chaque individu. D'ailleurs, la presse nationaliste fait souvent la distinction entre Madagascar « l'île heureuse »<sup>7</sup> commune à tous

les Malgaches et le « *tany niaviana* » qui est plus proche de la définition du *patria*, « pays du père ». Pour ce dernier, l'image qui revient le plus souvent est celle de la campagne, du village où les parents ont vécu, ont travaillé<sup>8</sup>. Dans ce cas, le *tany niaviana* prend l'allure du monde rural dans lequel les habitants s'entraident et où la notion de descendance et d'ascendance est capitale ainsi que la cohésion entre les individus.

Cette nation est formée par l'ensemble de « ceux qui souffraient du travail forcé, des réquisitions abusives, des brimades policières, des exactions d'un certain fonctionnarisme autochtone, ceux qui, quotidiennement étaient opprimés par la peur. C'était avant tout les gens des campagnes, les paysans, les prolétaires, les classes moyennes » (Rabemananjara 1953:48). Et dans la mesure où le MDRM se considère comme le seul pouvant incarner les revendications des « damnés de la terre », toute autre structure ne peut donc qu'aviver la division que la colonisation a créée dans l'île. Cette vision unanime est très visible à travers les discours des parlementaires du parti.

Le MDRM récuse le mot « parti politique préférant l'appellation « mouvement ».<sup>9</sup> « Le MDRM est la nation elle-même » note alors l'un de ses fondateurs (Rabemananjara 1953:48). En effet, fort de sa domination politique, le parti veut se distinguer de ses pairs. Et quand ses dirigeants sont obligés de reconnaître qu'il est un « parti », ils développent un autre discours tendant à dénoncer la multiplication des structures partisans.

Ainsi, lors d'une réunion organisée autour des députés Ravoahangy et Raseta à Soarano en Mai 1946, les élus critiquent avec force l'existence de plusieurs partis politiques à Madagascar.<sup>10</sup> Ils pointent particulièrement du doigt le fait que c'est à Tananarive que ces structures ont vu le jour. Ce qui laisse supposer que les Merina sont partisans de la division des Malgaches : « Des délégués des autres régions : Antsihanaka, Vakinankaratra, Bezanozano, ont tenu à dire que si l'union n'a jamais jusqu'ici été possible, c'est parce que les Merina, par les partis politiques qu'ils formèrent,<sup>11</sup> y mirent obstacle<sup>12</sup> » déclare Ravoahangy. Il préconise alors la suppression de tous les partis.

Mais déjà, le parti veut être au-dessus de la mêlée politique, y compris lors des compétitions électorales : « Le MDRM n'est pas un parti qui s'oppose seulement aux autres partis » affirme *Ny Rariny-La Justice*.<sup>13</sup> Ce journal recommande alors à ses partisans de laisser aux autres les soins de se battre car ils « ne visent pas à œuvrer pour la patrie mais pour leurs ambitions ».<sup>14</sup> Dans ce discours, on soutient que seuls les partisans du MDRM sont nationalistes et travaillent pour le bien de la patrie et de la nation malgache.

### ***Construction des héros : hagiographie des députés***

A partir de 1946 est né le mythe des députés du MDRM, seuls pouvant incarner l'union nationale et aptes à parler au nom du peuple malgache. Un

processus de construction des héros est enclenché et la presse nationaliste y va jouer un rôle prépondérant.

L'une des raisons de la création du Mouvement de la Rénovation est d'assurer la réélection de deux parlementaires de Novembre 1945. L'échec de la Première Constituante et la décision d'organiser une nouvelle consultation législative en Juin 1946 nécessitent alors, dans le camp nationaliste, un regroupement de forces autour des anciens élus. C'est dans ce sens que dès son implantation à Madagascar, il est clair que le MDRM est la formation politique des députés. Il incarne alors l'union autour des parlementaires. Rabenja Alfred, nationaliste influent d'Antsirabe, le déclare sans aucune ambiguïté, lors de la création de la section de la capitale de Vakinakaratra, en affirmant que le MDRM « a été créé à Madagascar dans l'unique but de rassembler tous les autochtones de l'Île autour des candidatures de Ravoahangy et de Raseta ».<sup>15</sup>

En effet, sommés de s'expliquer sur leur « échec » lors de la première Assemblée Constituante, partis en France pour y revendiquer l'indépendance, ils ne l'ont pas obtenu, les deux élus ont avancé l'idée qu'ils ont été handicapés par le fait qu'on ne leur reconnaît pas le monopole de la représentation des Malgaches, qu'on les considère uniquement comme les porte-parole des Merina qui voudraient bien rétablir l'ancienne monarchie du XIXe siècle. Raseta l'expose clairement lors de la réunion de Soarano en Mai 1946 :

une chose est à déplorer, c'est que l'union est restée un vain mot à Madagascar. Car cela est à l'origine de leur [des députés] échec, étant donné que des câblogrammes ont été envoyés pour démolir tout ce qu'ils avaient édifié, de sorte qu'ils ne firent que piètre figure au sein de l'Assemblée, qu'ils furent considérés comme ne représentant qu'une minorité réactionnaire, soit, en un mot, qu'ils n'étaient pas les porte-parole de toute l'Île<sup>16</sup>.

En fait, les autorités françaises ou métropolitaines ont toujours considéré les deux élus du MDRM comme ceux de la « minorité hova »<sup>17</sup> nostalgique de leur ancienne domination et qui veulent son rétablissement. Le programme de deux députés lors des consultations d'Octobre-Novembre 1945 peut leur donner cette impression dans la mesure où Raseta et Ravoahangy réclament la « restauration de l'indépendance de Madagascar. L'utilisation du terme « restauration » peut être interprétée comme une volonté manifeste d'un retour à la monarchie merina. La situation est d'autant plus floue Et pour contrer cette opinion partagée par la majorité des Français, administrateurs ou colons, le Parti de la Rénovation va essayer de créer une mythologie moderne autour des élus.

*Le processus de construction des héros nationaux*

La presse tananarivienne, qui s'autodéclare l'incarnation de l'opinion publique malgache, va développer autour des députés l'image des héros dont Madagascar a besoin pour se libérer du joug colonial. Dès Novembre 1945 et longtemps après l'accession de la Grande Ile à l'indépendance, un ensemble de discours, d'images, de qualificatifs seront mis en exergue pour signifier à la population que Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara sont les « sauveurs de la patrie », les « Moïses » malgaches, les hommes providentiels envoyés par Dieu et les Ancêtres pour sauver leurs compatriotes des méfaits de la colonisation et assurer l'avenir de la postérité.

Et dès 1946, des « mises en scène » sont régulièrement organisées par le parti pour affirmer le caractère exceptionnel des plus. L'administrateur Riddel, qui a accompagné le député Ravoahangy lors de sa tournée dans plusieurs districts en Août 1946,<sup>18</sup> l'a bien remarqué en affirmant que « tous les autochtones de la côte Est lui vouent un véritable culte [en criant sur son passage] voici notre sauveur ».<sup>19</sup>

Partout où les députés passent, les sections du parti organisent des accueils « présidentiels ».<sup>20</sup> La foule est toujours au rendez-vous, on marche de nuit comme de jour pour les voir et les écouter, on les ovationne dès que l'on les aperçoit. Leur arrivée est un grand jour pendant lequel on organise des fêtes, on les reçoit avec bouquets de fleurs et poèmes. Et qu'importe la localité, leur réception est quasiment la même en ville et dans les villages ruraux. Évidemment, la presse tananarivienne ne manque aucune occasion d'entretenir la ferveur de la population en donnant les dates et les localités dans lesquelles ils vont passer. Elle indique également les différentes réunions dans lesquelles ils vont prendre la parole provoquant l'afflux d'une foule nombreuse intéressée ou simplement curieuse de voir leurs « bienfaiteurs » et leurs « émancipateurs ».<sup>21</sup> L'union autour des parlementaires doit, dans le sens contraire réprochée. Dans un environnement où règne un certain mimétisme social, personne ne doit pas avoir le droit de s'opposer aux « envoyés de Dieu » sous peine de désapprobation populaire. *L'Avenir de Madagascar* n'est pas loin de la réalité voulue par la presse nationaliste en analysant que « les délégués autochtones ne sont désormais plus à la Chambre les seuls envoyés du peuple malgache. Ils y sont par surcroît les envoyés de Dieu ».<sup>22</sup> *Vox populi, vox dei* pensent les partisans des députés à l'exemple de Ramaholimihaso qui déclare à Fianarantsoa, en parlant de Ravoahangy, qu'il « est l' élu du peuple et qu'il doit être considéré comme l' élu de Dieu, chargé de sauver Madagascar ».<sup>23</sup>

De surcroît, utilisant l'emprise des missions chrétiennes sur la population, le MDRM n'hésite pas à organiser, un peu partout, des cultes pour ses élus. Et devant un tel déploiement de moyens, même les hésitants ne peuvent que suivre le chemin tracé par ces hommes qui ont consacré leur vie à la patrie.



*Les martyrs de la cause nationale*

Une hagiographie des parlementaires va se développer dans les années correspondant à leur élection. Compagnons de route du grand Ralaimongo, membres de la VVS, habitués aux geôles de la force répressive coloniale, éternels abonnés aux résidences surveillées, familiers des arcanes de la justice coloniale Leurs états de service à la nation l'affirment : ils sont les champions de la cause malgache.

Se présentant eux-mêmes comme les victimes du régime colonial, ils se sentent investis d'une mission : celle de libérer leur « peuple de l'oppression. La presse nationaliste fait souvent étalage des sacrifices qu'ils ont endurés. Ils sont les héros qui ont gagné le cœur du peuple suite à leur abnégation devant les actions répressives de la colonisation.<sup>24</sup> Le Haut-commissaire De Coppet confirme cette impression en commentant la réélection de Ravoahangy à l'Assemblée Nationale en Novembre 1946 : il « bénéficiait aussi du respect et de la considération qui s'attachent à toute action sincère et désintéressée telle que fût toujours la sienne [et qui] avait rallié autour de lui un certain nombre l'émancipation malgache correspond à l'histoire de ces héros. Au temps de la VVS, ils étaient présents.<sup>25</sup> Quand Jean Ralaimongo a mené ses campagnes de dénonciation, ils étaient associés. Au temps du Front Populaire et de la création de la SRI<sup>26</sup> et du PCRM,<sup>27</sup> ils n'avaient pas abandonné la lutte.<sup>28</sup> Une tenacité qui, selon la presse proche du MDRM, mérite une reconnaissance et un hommage de la part de leurs compatriotes.

Les Malgaches leur devraient être également redevables dans la mesure où, grâce à ces hommes, ils ont pu bénéficier d'un certain nombre des mesures libérales. En effet, leur élection en 1945 a coïncidé avec l'adoption des lois abolissant les institutions les plus impopulaires à Madagascar (indigénat, réquisition, travail forcé). Partout où les députés ou ses partisans passent, on ne manque jamais de relever ces « acquis » de la Première Constituante. Et force est de constater que ces mesures constituent l'essentiel des revendications de la majorité des Malgaches peu soucieuse des débats politiques sur l'avenir de Madagascar, mais très sensible à toute décision visant à améliorer son quotidien.

D'ailleurs, l'élection même de Ravoahangy et de Raseta à la Première Constituante renforce leur emprise sur la population. Le cas du premier est plus que symbolique : « le succès de Ravoahangy est dû à un ensemble de causes dans lesquelles les spéculations politiques entrent pour assez peu. Tout d'abord, il s'est créé sur son nom une sorte de mystique qui expliquerait à elle seule le comportement de ses compatriotes. Il est le premier député malgache, celui qui a siégé au Parlement français qui a fréquenté le Chef du Gouvernement, des Ministres, des grands personnages. C'est durant son mandat qu'ont été réalisées les réformes tenant les plus au cœur des

populations qui n'ont pas manqué de lui en attribuer le mérite. Il est revenu dans le pays auréolé d'un prestige fait de tous ces avantages. Il est apparu comme l'homme prédestiné qu'un peuple frais éveillé à la vie politique suit aveuglément sans lui demander où il le conduit ».<sup>29</sup>

Tata Maxime est plus explicite sur ce mythe des parlementaires : « Je tremble de parler devant cet imposant personnage qu'est le député Ravoahangy dont la réputation fait écho dans toute l'Ile. Je n'ai jamais vu de décoration pareille (en parlant de l'écharpe du député Ravoahangy). Si vous partagez veut dire l'union de tous les habitants de Madagascar sans distinction de race ».<sup>30</sup>

Finalement, personne, en dehors des parlementaires malgaches, ne peut incarner l'union nationale. Ils sont proclamés seuls dépositaires de la revendication nationale. S'opposer à eux, c'est s'opposer au peuple, aux Ancêtres et à Dieu. Dans les discours du MDRM, l'unanimité est la règle.

#### ***Le MDRM : parti merina ?***

« L'autonomisme malgache est purement hova »,<sup>31</sup> telle est la position officielle de l'Administration envers le mouvement nationaliste à Madagascar. Le MDRM est alors jugé comme un parti dirigé par des Merina nostalgiques du « temps heureux du règne de Rainilaiarivony »<sup>36</sup> selon l'expression d'*En Action*, un journal des milieux européens. Une telle accusation est grave dans la mesure où le parti revendique l'indépendance justement au nom de tous les Malgaches. D'ailleurs, c'est une des raisons de l'échec de deux parlementaires quand ils ont sollicité l'aide des partis métropolitains ; ceux-ci pensent qu'ils n'expriment que l'idée d'une minorité évoluée des Hautes-Terres et que la majorité, notamment les côtiers<sup>32</sup>, n'y est nullement favorable. De surcroît, le grand parti nationaliste n'entreprend que peu de choses pour remédier à cette image. Pire, il semble bien que certaines de ces manœuvres politiques renforcent cette idée comme dans le cas de l'affaire Ralaivoavy.

#### ***L'affaire Ralaivoavy***

Le milieu politique nationaliste tananarivien compte plusieurs côtiers dans ses rangs. Dans le Bureau Politique du MDRM à Soarano, l'exemple de Tata Maxime est souvent cité : il y est considéré comme le « porte-parole des côtiers » lors des conférences publiques du parti dans la capitale.<sup>33</sup> D'ailleurs, lors de l'implantation de l'organisation partisane à Madagascar et notamment lors de la réunion du 6 Mai, jour de la première élection du bureau provisoire à Soarano, deux côtiers, Jérémie tout-Tananarive politique.<sup>34</sup>

Quant à Ralaivoavy, il entretient depuis longtemps des relations avec les nationalistes tananariviens. Instituteur à l'École chrétienne d'Ankadifotsy dans la capitale, il a déposé, en Juin 1945, une demande officielle de candidature au Conseil Représentatif en tant que représentant des Tsimihety, son ethnie.

Et même s'il se présente souvent comme le défenseur des intérêts côtiers<sup>35</sup>, c'est un homme qui a passé une grande partie de sa vie dans la capitale, à tel point que certains pensent qu'il « est inféodé au mouvement nationaliste et aux Comités Ravoahangy-Raseta ». <sup>36</sup> Mais ses relations avec ces derniers ne sont pas toujours sans accroc.

*La « trahison » de la Première Constituante*

Quand les autorités françaises décident d'organiser des élections en Octobre-Novembre 1945 pour désigner les représentants malgaches à la Première Constituante, des tractations s'organisent auprès des militants nationalistes de Tananarive. Rappelons qu'avant septembre de cette même année, les nationalistes entretiennent encore un semblant d'unité. Mais la tenue de la consultation la fait voler en éclat.

C'est ainsi que dans le Comité électoral de Ravoahangy, Ralaivoavy « exposa l'idée suivante : Allons-nous demander l'indépendance, dit-il, si ce sont seulement les Merina qui y vont, les Européens vont dire qu'il ne s'agit là que de l'idée des Merina. Envoyons donc un Merina et un côtier, d'autant plus qu'on va élire deux députés ». <sup>37</sup> Cette proposition est acceptée et Ralaivoavy est désigné comme le candidat côtier dans la deuxième circonscription. Le choix se justifie par le fait qu'il est Tsimihety, une ethnie de la côte occidentale de la Grande Île. On l'envoie ainsi à Majunga pour y préparer et y mener sa campagne électorale. D'ailleurs, c'est le comité de Tananarive qui a payé son billet d'avion. Mais entre temps, les choses changent dans la capitale. Quand Raseta présente sa propre candidature, le milieu politique proche de Ravoahangy lâche l'instituteur. L'investiture est donnée au médecin libre de Tulpar, ancien candidat malheureux aux élections au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer en 1939.

Cette volte-face s'explique par la méfiance du cercle nationaliste tananarivien envers les côtiers. En fait, certaines personnalités politiques influentes de la capitale doutent que les non-Merina soient vraiment acquis à la cause nationaliste et notamment indépendantiste. Un sentiment qu'elles nourrissent toujours lors des élections futures et spécialement celle de Juin 1946 pendant lesquelles, un temps, il est question que Madagascar aurait cinq représentants : « Un peu partout à Tananarive, on s'attendrait, en effet, à leur nouvelle réélection [de Raseta et Ravoahangy], beaucoup d'indigènes étant avides de l'indépendance de leur pays. On croirait, toutefois, que l'élection de cinq députés pour Madagascar gênera beaucoup l'obtention de l'indépendance, étant donné que les côtiers seraient susceptibles de s'opposer en grande partie à l'indépendance pour ne pas revenir sous le régime du royaume hova ». <sup>38</sup>

Apparemment, une bonne partie du milieu tananarivien a intériorisé les discours coloniaux sur la prétendue fidélité des côtiers à la France. Ne voulant

pas prendre de risques, ils choisissent un militant nationaliste Merina qui a fait ses preuves depuis l’Affaire de la VVS. Ils pensent que Raseta peut représenter la côte ouest dans la mesure où il a longtemps exercé son métier dans la ville de Tuléar.

Malgré cette mésaventure, Ralaivoavy maintient sa candidature contre Raseta. Il est battu, n’obtenant que 817 voix (5,86% des suffrages exprimés) alors que le docteur en a gagné 5 476 (39,33 %). Il n’arrive qu’en cinquième position derrière Raseta, Vantana Toto, Razafintsalama Gabriel et Rakotomalala Philippe. Sans doute, constatant que l’investiture de Tananarive est capitale pour être élu, Ralaivoavy veut oublier cet épisode de la Première Constituante et sollicite, de nouveau, l’appui du Comité Ravoahangy lors des élections législatives de Juin 1946.

#### *Les côtiers de Tananarive et les élections à la seconde Constituante*

L’élection de Raseta<sup>39</sup> est très mal vue par l’Administration coloniale et par une partie de l’opinion côtière. Et faisant écho aux protestations de la « bureaucratie tribale de l’Ouest, « l’administration a pris certaines dispositions pour faire échec à Raseta et obtenir l’élection d’un l’idée qu’une partie de la population côtière<sup>40</sup> vote en faveur du candidat merina, elles persistent dans leur position selon laquelle le nationalisme est fondamentalement merina et non côtier. Pour elles, l’élection de Raseta en Novembre 1945 s’explique « d’une part par l’activité des groupements Hovas immigrés et des fonctionnaires de même origine disséminés dans la Circonscription électorale, d’autre part par l’impossibilité pour les populations côtières de présenter un homme suffisamment connu ». <sup>41</sup> L’objectif de l’Administration est « que la véritable attention, qui n’est nullement celle que les résultats de l’an dernier pourraient faire croire, soit rétablie aux yeux de la Métropole et du Gouvernement ». <sup>42</sup> Autrement dit, son but est de faire échouer les actions menées en France par les parlementaires de 1945 au nom de « tous » les Malgaches notamment celle visant l’autodétermination de Madagascar.

A Tananarive, les côtiers s’activent également pour avoir « leur député ». Jérémie Ernest, un Antanosy originaire de la région de Fort-Dauphin, intervient dans ce sens lors de la réunion des divers partis politiques et les représentants des journaux tananariviens du 11 Mai 1946 lors de laquelle il a été question de former une Union Nationale Malgache. <sup>43</sup> « J’ai à parler étant le porte-parole de mes compatriotes Antanosy. Certain colon européen de chez nous (à Fort-Dauphin) nous a demandé un jour, pourquoi les Malgaches n’ont envoyé en France que des députés Impriniens alors que dans tout Madagascar, il existe plus de 15 tribus. Ainsi, j’allais vous proposer la présentation, pour les élections de Juin, d’un candidat pour nous autres côtiers » <sup>44</sup> déclare-t-il. On constate donc que même parmi les côtiers partisans et proches collaborateurs des

nationalistes tananariviens, beaucoup pensent que Ravoahangy et Raseta ne représentent finalement qu'une minorité des Malgaches et notamment celle des Hautes-Terres centrales.

Dans le courant du mois de Mai 1946, les principales figures côtières de la capitale décident de créer un Comité Provisoire du Parti Côtier.<sup>45</sup> Parmi ses membres, on trouve Ralaivoavy Paul, Rakotoarivo, Rasandison, Rakoto Raymond, Rakotoarimanana Romule, Tsiranana, Rakotoarivelo, Tsiazonangoly Louis, Ralahanta, Jérémie Ernest.<sup>46</sup> Et selon un de ses promoteurs, il est question que les deux sièges de députés doivent revenir à la majorité, c'est-à-dire aux côtiers.<sup>47</sup> Mais le Groupe notamment auprès du Docteur Rakotonirainy Joseph<sup>48</sup> « partisan de l'élection d'un député côtier ». <sup>49</sup> Une réunion entre les deux parties est organisée le 16 Mai 1946 à l'École chrétienne d'Ankadifotsy.

Ralaivoavy rappelle alors que Jérémie a déjà évoqué cette question de représentation des côtiers au Parlement français. Il évoque aussi le fait que « nos députés n'ont pas été écoutés, parce qu'on a prétendu qu'ils ne représentaient que la bourgeoisie hova. La présence d'un député côtier s'impose pour mettre fin à cette allégation ». <sup>50</sup> Quant à Tsiranana, futur président de la République, il reproche aux nationalistes tananariviens leur appel à l'union alors qu'ils ne font rien pour y arriver : « Vous, les hova, vous prêchez à chaque soleil levant l'union des diverses races de Madagascar, et cependant à en juger et par votre vie quotidienne et par vos derniers actes, vous cherchez uniquement votre profit ». <sup>51</sup> Il ne manque pas également de rappeler la « trahison » de 1945 dont a été victime Ralaivoavy. Le groupe soutient alors que la deuxième circonscription doit lui revenir de droit.

Rakotonirainy accepte le rôle d'intercesseur entre les côtiers et le groupe de Soarano. Mais déjà lors de cette réunion, les partisans de Ralaivoavy se rendent bien compte qu'ils ne seront pas écoutés. Le Président du Comité Ravoahangy défend la candidature de Raseta avec des arguments qui ne convainquent pas ses interlocuteurs. Tout en reconnaissant que la circonscription occidentale doit revenir aux côtiers, il reproche au Groupe côtier de n'avoir pas avisé à temps le comité de Soarano. Il tente alors de persuader ses interlocuteurs que les sièges, à pourvoir pour Juin, ne sont pas trop importants dans la mesure où ils ne dureront que trois mois. <sup>52</sup> Finalement, le mieux que Soarano propose aux côtiers, ce sont des sièges dans les Assemblées locales. <sup>53</sup> Évidemment, il ne souffle aucun mot sur les futures élections à l'Assemblée Nationale en pensant, sans doute, que celles-ci sont réservées aux seuls Merina. Les côtiers ne seront appelés que pour devenir les auxiliaires des Merina. Une position que Tata Maxime, l'autre leader côtier de Tananarive, exprime bien lors de la fameuse conférence de Ravoahangy tenue au stade d'Antanimena : « Je parle au nom de tous les côtiers de l'Est

et du Sud .Nous, côtiers, reconnaissons que c'est vous, les Ambaniandro,<sup>54</sup> qui avez éveillé en nous le sentiment patriotique. Nous vous assurons que nous vous suivrons dans ce chemin que vous avez tracé ».<sup>55</sup> Les Merina sont donc appelés à être les « chefs du mouvement d'émancipation alors que les côtiers ne sont que les subordonnés, seulement aptes à suivre leurs « aînés ». Les côtières, comme à Mananjary : « nous aurons encore à élire cent délégués de toutes les races, lesquels seront les conseillers auprès de nos députés. Les Côtiers ont une grande part sur cette question, car ils n'ont pas de députés, ceux qu'ils auront choisis seront leurs porte-paroles auprès du Parlement ».<sup>56</sup>

Bref, les nationalistes tananariviens se considèrent comme appelés à jouer les premiers rôles tandis que leurs compatriotes des côtes occuperont les secondes places. Une attitude qui provoque bien évidemment des inquiétudes notamment quand l'Administration coloniale et le PADESM essaient de convaincre la population que le but du MDRM est la restauration de l'ancienne monarchie merina du XIX<sup>e</sup> siècle.

#### ***Luttes nationalo-nationalistes des années 1940 et 1950***

Ce problème de représentativité des élus ne se posent pas uniquement pendant les années 1940. Il constitue également un des paramètres politiques importants pendant la décennie suivante. Pour le contourner, les structures nationalistes élaborent un discours unanimiste qui se révèle être loin de la réalité du mouvement de lutte contre la domination française. Dans les années 1950, celui-ci montre un visage franchement pluriel. Les différents courants nationalistes n'hésitent pas alors à étaler en public leur désaccord idéologique et leur lutte pour l'appropriation du futur pouvoir que le colonisateur laissera au moment de l'indépendance.

En effet, si l'idéologie est importante dans la formation et l'évolution des structures partisans, à Madagascar son rôle au sein des organisations politiques ne devient prépondérant qu'à partir des années 1950. Le nationalisme constitue au départ l'élément de base commun à toutes les structures politiques luttant pour l'indépendance de Madagascar. L'intensification des activités communistes au lendemain de l'insurrection de 1947 et l'entre prise décisive du catholicisme politique dans le mouvement d'émancipation créent ensuite une dynamique nouvelle dans l'évolution de ces organisations. Désormais, le nationalisme malgache ne se résume plus à une dichotomie nationalisme entre le couple PDM-MSM et le MDRM.

A la veille de la Loi-cadre en 1956, le nationalisme historique est représenté par deux tendances bien distinctes : celle dominée par les communistes et celle proche de l'Eglise catholique <sup>2</sup> une opposition surtout visible dans la Province de Tananarive. L'une comme l'autre sont

cons-cientes qu'il leur faut une base plus large donc plus populaire, pour pouvoir peser sur l'évolution politique de Madagascar et, d'abord, gagner les consultations électorales. Par conséquent, les tenants du nationalisme élitaire sont de plus en plus marginalisés comme le démontre le cas des petits partis tels que l'UDIM<sup>57</sup> ou encore du FNM.<sup>58</sup> Chaque formation politique cherche alors à rassembler autour d'elle, d'où l'idée d'union nationaliste appelée à être l'incarnation de l'union nationale. Celle-ci est alors considérée comme le moyen le plus sûr pour obtenir l'indépendance du pays, la division n'étant profitable qu'à l'Administration et à ses fidèles. Les élections législatives de 1951 et celles de Janvier 1956 ne le démontrent-elles pas ? Seulement, cette idée d'union est pensée dans le cadre d'un unanimisme politique.

En fait, l'apparition des partis politiques correspond à la matérialisation des diverses tendances composant le mouvement d'émancipation nationale malgache. L'idée selon laquelle ce dernier est un courant idéologique monolithique dans lequel les Malgaches luttant pour leur autodétermination se reconnaissent, est largement malmenée voire démentie. Il s'agit, sans doute, du résultat d'une lutte dont l'objectif est l'appropriation du pouvoir une fois l'indépendance acquise. D'autant que les tenants du nationalisme des années 1940 et 1950 sont dans une situation d'« aveuglement » manifeste. Certes, l'autodétermination du Territoire reste « officiellement » leur but premier. Mais au fur et à mesure que la France accorde plus de libertés, plus de marge de manœuvre aux nationalistes, leur préoccupation devient la conquête du pouvoir ou d'une partie de celui-ci. Ceci explique largement l'affrontement nationalo-nationaliste à l'occasion des consultations électorales et est à l'origine de l'échec de toutes les tentatives d'union des formations qui se réclament du nationalisme historique. Bref, les nationalistes se comportent comme si l'acquisition de l'indépendance est déjà acquise et que le temps est à la lutte politique pour la conquête du pouvoir abandonné par la France. Mais cette conquête ne peut être séparée de celle de la population. Cette dernière, dépositaire de la légitimité, peut, seule, la politique se déclare seule représentante de l'ensemble des aspirations des Malgaches et notamment celles relatives à l'autodétermination. MDRM, PDM, MSM, UIT,<sup>59</sup> UPM,<sup>60</sup> CEAP,<sup>61</sup> se considèrent tous comme l'incarnation de l'unité nationale et de l'union nationaliste alors que les autres, animés par des intérêts personnels ou ceux de leurs groupes sociaux, ne sont que les partisans de la division des Malgaches. C'est pourquoi, la notion de « traître à la nation » est largement utilisée pendant les deux décennies précédant l'indépendance de 1960. L'une des conséquences à long terme de la lutte entre nationalistes est l'aversion d'une grande partie de la population pour les partis politiques accusés d'attiser la division au détriment des intérêts supérieurs du pays.

Cette considération unanime n'est que le reflet de la notion de démocratie dans le pays. On est loin d'une conception qui consacre la pluralité d'idées et d'opinions. L'unanimité qui, finalement est la version politique du *Fihavanana*, prône une vision manichéenne du politique dans laquelle on incarne forcément le « bien » alors que les autres sont dans le camp du « mal ». Il en résulte un principe politique tendant à exclure ceux qui n'épousent pas les mêmes idées que soi.

Les nationalistes malgaches n'ont pas été à l'abri de cette donnée politique. Ils ont payé le prix fort en 1958 lors de la mise en place des institutions de la Loi-cadre et de la République et en 1960 lors de l'indépendance. Affaiblis par des divisions internes devenues trop voyantes et un éparpillement des efforts dans l'affrontement des uns contre les autres, ils n'ont pu résister à la montée des forces qui, hier encore, s'opposaient à l'indépendance du pays. En plus, ils se sont embourbés dans une perception politique qui prône trop le national alors que les considérations ethniques et régionales sont devenues des facteurs essentiels de la vie politique malgache. Ils ont certainement contribué à l'avènement de Madagascar indépendant mais ce passage de l'Etat colonial à la République se fait à leur détriment. Etre nationaliste, c'est être condamné au statut d'éternel opposant au régime établi. Finalement, ce discours selon lequel le nationalisme malgache était un mouvement monolithique qui n'œuvrait que pour l'indépendance de Madagascar n'est qu'une vision téléologique pour le besoin idéologique d'un Etat-Nation devenu indépendant en 1960. Un discours nécessaire pour mettre en place le fondement d'une seule et unique nation. Au même titre que le conflit nationalo-nationaliste, les questions ethnicistes et régionalistes, qui ont pris une place très importante dans les années 1940 et 1950, ont été occultées.

Il s'agit d'un processus visant à mettre en place une mémoire collective qui est à la base même du « vivre ensemble à Madagascar. L'historienne Lucile Rabearimanana est plus explicite quand elle développe le rôle combien important de cette mémoire. Elle « est utilisée pour inculquer le sentiment d'appartenance à une collectivité ethnique, à une communauté politique, pour honorer ses fondateurs, célébrer la grandeur du groupe et fonder une identité autour de cette mémoire, donc mémoire autour d'événements heureux : des conquêtes glorieuses, victoire sur des agresseurs, ou malheureux : défaite face à des dominants, les souffrances et les humiliations qui en résultent. Bref, la mémoire répond à un besoin de la société pour s'affirmer, pour se donner une raison d'agir, d'avancer, elle a pour objectif la fidélité, elle est un rempart contre l'oubli de faits passés considérés comme essentiels pour l'existence même et pour le devenir d'une société » (Rabearimanana 2005:148).



Ainsi, la mémoire est « une faculté dont le fonctionnement opère spontanément une sélection dans les souvenirs, exerçant normalement un tri, retenant les uns et oubliant les autres » (Rémond 2002:41-44). Dans le cas malgache, la mémoire collective a voulu oublier ces épisodes difficilement avouables de division nationaliste et de lutte de pouvoir. Une tendance que les trois Républiques ont largement encouragée. C'est pourquoi, toutes les recherches universitaires à contre-courant de cette « vision angélique » ont été toujours condamnées et leurs auteurs fortement dénoncés voire taxés de « vendus à l'ancienne puissance coloniale. Et la plupart des spécialistes de l'insurrection de 1947 en sont justement victimes.

### **L'insurrection de 1947-1948 : débat, polémique et recherche**

« Un proverbe africain dit : « Tant que les lions n'auront pas leur propre historien, l'histoire de la chasse sera toujours à la gloire des chasseurs ». Deux conceptions contradictoires et antagonistes se sont toujours affrontées à Madagascar. La première, inféodée au système socio politico économique importé par l'Etat colonial, est véhiculée par une culture politique de dépendance en la personne des dirigeants du PADESM et des partis néo-PADESM de la fin du XXe siècle et du début du millénaire. La deuxième, qui prône la souveraineté nationale, est animée par les patriotes authentiques indépendants ». <sup>62</sup> Cet article, récemment publié dans un journal malgache, est révélateur du fossé séparant l'histoire scientifique telle qu'elle est enseignée dans les universitaires et l'« histoire-mémoire » véhiculée par certains cercles qui s'(auto)représentent comme les dépositaires de l'héritage laissé par ceux qui ont luttés contre la domination française pendant la période coloniale. Mais les choses sont encore plus complexes du fait que même les historiens n'arrivent pas toujours aux mêmes conclusions dans leur analyse du mouvement de résistance au fait colonial.

### ***De l'histoire à la polémique : renouveau de la thèse du complot colonialiste***

L'historiographie du nationalisme malgache épouse l'évolution politique de Madagascar depuis son accession à l'indépendance en 1960. Des questions générationnelles influent notamment sur la manière dont on écrit l'histoire de la lutte pour l'indépendance. D'une manière générale, on remarque que ceux qui ont abordés la question du nationalisme dans les années 1960 à 1980 n'ont pas toujours la même conception que ceux de la génération 1990-2000. De même, l'appartenance sociologique des historiens compte énormément dans leurs écrits sur la résistance des Malgaches à la domination coloniale.

Ces considérations ne peuvent qu'influer sur la connaissance historique. On peut le constater justement dans l'enseignement. Et dans la mesure où le programme scolaire est étroitement lié à l'idéologie de l'Etat ainsi qu'à l'évolution de la recherche universitaire et extra-universitaire, il n'est pas étonnant que les résultats des recherches récentes sont largement contestés par une partie de la population notamment celle scolarisée pendant la Seconde République (1975-1991). L'histoire de l'insurrection de 1947 donne un exemple intéressant.

En effet, depuis la thèse de Ramanantsoa-Ramarcel sur les sociétés secrètes (Ramanantsoa 1986.), les historiens, aussi bien malgaches qu'étrangers, sont unanimes : l'insurrection n'a pas été ni organisée ni préparée par les autorités coloniales dans l'éventualité de décapiter le mouvement d'émancipation malgache en général et le MDRM en particulier. Mais récemment, quelques cercles de réflexion et notamment complot mis au point par les autorités coloniales.

Leur argumentation est d'une simplicité déconcertante. Elle se base sur le contexte politique de l'époque et notamment sur les succès électoraux du Mouvement de la Rénovation Malgache. « Les autorités françaises craignent que les Malgaches accèdent à l'indépendance par la voie légale du fait même des victoires électorales du MDRM lors des élections de 1945 à 1947. C'est pourquoi, elles ont fomenté une rébellion pour démanteler le parti ». <sup>63</sup> Bien sûr, on n'explique pas que ces consultations ont pour cadre le contexte républicain français et que Madagascar, à l'époque, ne dispose que de deux puis trois députés sur plus de 500 parlementaires métropolitains. Déjà, à l'époque, la même conception, trop simpliste voire naïve, est partagée par un certain nombre des dirigeants du MDRM et par la plupart de ses sympathisants. Effectivement, forts de leur expérience électorale de 1939, <sup>64</sup> ils considèrent les élections comme une source de pouvoir et de légitimité, certes nouvelle, mais beaucoup plus crédible et plus importante pour lutter efficacement contre le régime colonial dans un cadre tout à fait légal. Ainsi, ils surestiment la signification qu'une consultation électorale peut fournir pour leur action (Rabemananjara 1953:32-33). Raymond William Rabemananjara, l'idéologue du MDRM, le constate clairement en écrivant que « beaucoup des Malgaches ont mis leur confiance dans les consultations électorales pour élire les députés. Ces derniers eux-mêmes croyaient que cela peut produire *ipso facto* à la possibilité de faire octroyer un transfert de souveraineté en faveur de Madagascar, qu'ils appellent la voie « légale » et, par déduction, ils avaient été conduits à surestimer la signification des consultations électorales dans le cadre du régime colonial. Il leur semble suffisant d'avoir pour eux, qui avaient personnellement souffert des mesures de répression l'approbation plus ou moins sentimentale d'une majorité

électorale autour d'un programme de réformes du système électoral » (Rabemananjara 1953:32-33).

Il est évident que les succès électoraux du MDRM sont autant d'événements importants pour l'évolution politique de Madagascar. Ils marquent notamment la force des idpes indpendantistes dans l'opinion insulaire. Mais force est d'affirmer qu'en période coloniale, les élections sont loin d'être « le moyen pour accéder à l'indépendance notamment avant la Loi-cadre de 1956. Ceux qui l'avancent utilisent ainsi le peu de « méconnaissance » dont dispose la majorité des Malgaches sur l'insurrection et sur le MDRM. Ils présentent ce dernier comme le grand parti nationaliste pourvu d'une force tellement énorme que la répression resterait le seul alternatif que disposent les autorités coloniales de l'époque pour arrêter la marche de la colonie vers l'indépendance sous la conduite du parti. Selon encore leur explication, les Français ne peuvent pas directement procéder à la décapitation du MDRM. Il leur faut un alibi. C'est pour cette raison qu'ils auraient « infiltré des agents dans les différentes sections du parti. L'objectif serait d'amener les militants à adopter la violence comme moyen de revendication. Ainsi, les membres de la JINA et du PANAMA ne seraient que des « traîtres » au service des colonialistes dans le but de torpiller la politique pacifiste du MDRM. Et par la même logique, les près d'un million d'hommes et de femmes, touchés de près ou de loin par l'insurrection, se seraient embarqués dans une lutte dont le plan aurait été concocté dans les bureaux de la Sûreté Générale de Tananarive et en particulier par son chef, Marcel Baron.

C'est pour ces raisons que des organisations comme *Otrikafoou*<sup>65</sup> encore *Zanakin'ny*<sup>66</sup> MDRM réclament la fin de la commémoration de la journée du 29 Mars à Madagascar.<sup>67</sup> Elles dénoncent également l'association du nom du parti de la Rénovation avec celui de l'insurrection. Cette dernière ne serait pas ainsi une lutte nationaliste et ceux qui y ont participé ne sont pas des nationalistes. Au contraire, ceux-ci ne seraient que des « crédules » trompés par les agents infiltrés des colonialistes, voire même des « traîtres à la nation ». Les députés du MDRM eux-mêmes, dès le lendemain de l'insurrection, ont eu la même position.

Bien sûr, de telles argumentations s'opposent avec les résultats des recherches historiques publiés depuis au moins une vingtaine d'années à Madagascar et à l'étranger. Une discordance qui est à l'origine d'une véritable polémique par presse interposée. Dans tous les cas, les historiens actuels pensent que le MDRM est, en partie, responsable de l'éclatement de l'insurrection de 1947-1948. Voici justement le point de connaissance sur l'implication du parti dans les origines de cette lutte armée.

Préalablement, évoquer la responsabilité du MDRM dans l'insurrection est une question délicate. En effet, la plupart des historiens tendent à écarter

l'accusation des autorités françaises selon laquelle le parti aurait comploté pour faire éclater ce mouvement.<sup>68</sup> Il ne s'agit pas ici de reprendre la thèse administrative sur l'implication du MDRM dans la lutte armée et notamment le prétendu complot. Il s'agit plutôt d'évaluer la responsabilité du parti dans la mise en place d'une situation politique et sociale violente avant Mars 1947. Deux points sont à soulever. Le premier est relatif à la faiblesse structurelle du parti. Dans ce cas là, l'insurrection est le résultat non pas de la force du parti mais de sa faiblesse organisationnelle. Le deuxième point concerne les activités du parti qui ont conduit aux divers incidents pré insurrectionnels qui ont secoué le pays. La lutte commencée au mois de Mars 1947 n'est donc, dans ce cadre-là, qu'une tentative plus ou moins réussie, de généraliser une insurrection largement entamée dès 1946. La date du 29 Mars n'est donc qu'un « lieu de mémoire » au sens que Pierre Nora donne à ce terme. Le symbole d'une lutte nationaliste dont la génération postérieure a besoin au nom de la mémoire de son pays et de son aspiration à l'indépendance.

#### *Le MDRM : coupable ou victime ?*

Il est indéniable que le nom du Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache est étroitement associé à l'insurrection de 1947-1948. Beaucoup de combattants se sont engagés au nom du parti et ont cru répondre à l'appel des députés.

#### Des attaques au nom du MDRM

Le premier foyer d'insurrection se situe dans le triangle Ambila-Sahasinaka-Ampasimanjeva et atteint très vite Manakara.<sup>69</sup> Au même moment, Moramanga est attaqué par près de 2 000 insurgés (Tronchon J., 1986: 43). Les camps militaires et les postes de gendarmerie sont les premières cibles des insurgés, sans doute, dans le dessein de s'approprier les armes qui y sont entreposées (Rabearimanana 1980:73). En outre, de nombreuses principales victimes sont les colons isolés et certains membres du PADESM.<sup>70</sup> Dans d'autres localités comme à Tananarive, à Diégo-Suarez ou encore à Fianarantsoa, les plans d'attaque sont désamorçés avant leur déclenchement. Mais petit à petit, l'insurrection gagne du terrain et touche une grande partie de la région orientale de Madagascar. Elle ne cesse de s'étendre jusqu'en Juillet 1947, date qui correspond à la période où l'armée française reprend l'initiative grâce à l'arrivée des renforts militaires. En dépit de l'appel au calme lancé par les principaux leaders du parti de la Rénovation et le désaveu des parlementaires, la violence ne cesse pas.

En fait, cette insurrection n'a surpris qu'à moitié les différents acteurs politiques à Madagascar. Depuis des mois, des bruits couraient que certains milieux nationalistes préparaient un « coup » contre la présence française.

La date du 29 Mars elle-même est connue des services de la Sûreté Générale. L'ambiance politique tendue, générée par les multiples consultations électorales, laisse penser que quelque chose est en train de tramer. De multiples incidents éclatent dans différentes localités de Madagascar et touchent aussi bien le monde urbain (Tananarive, Antsirabe) que rural (Androrangavola, Anosibe, Ifanadiana). Ce qu'un rapport de la Direction des Affaires Politiques souligne : « Les tragiques événements qui se sont déroulés à Madagascar, depuis le 29 Mars 1947, n'ont pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Français et Malgaches ont encore présent à la mémoire l'atmosphère trouble qui régnait alors et qui allait s'aggravant depuis 1945. Dans certains centres, en brousse, notamment sur la côte est, on vivait dans un véritable climat de préparation à une révolte. Pour les Malgaches loyaux, pour les colons, pour les fonctionnaires, cette atmosphère était voulue, entretenue par une organisation bien connue, par des hommes dont le nom même était un symbole d'hostilité envers la France ».<sup>71</sup>

Face à la situation insurrectionnelle, les autorités proclament l'état de siège dans une dizaine de districts de l'Est (Mananjary, Vohipeno, Manakara, Moramanga, Ifanadiana, Nosy-Varika, Mahanoro, Vatomandry, Ambatondrazaka, Fianarantsoa). Mais cela n'empêche pas que de grosses localités comme Ambohimahaso, Tamatave ou encore la capitale du Betsileo soient menacées.<sup>72</sup> Des régions des Hautes-Terres centrales comme Antsirabe, Fandriana, Betafo sont dans la même situation. Seule la côte occidentale semble épargnée par la violence.

Parallèlement à l'extension de la zone insurgée, les responsables du Territoire mènent une répression sanglante, du moins dans les quelques mois qui suivent Mars 1947. Elle est d'ordre aussi bien militaire que policier. En effet, pour l'administration coloniale, le parti de la Rénovation a tout organisme. Une position que l'Avocat Général Rolland exprime bien dans un rapport du 21 Août 1947 : « Il m'apparaît qu'un point de départ incontestable doit être pris : c'est que la révolte a été faite par des hommes du MDRM, avec les moyens du MDRM, en s'attaquant aux ennemis du MDRM, en épargnant les hommes du MDRM, et en invoquant le nom des chefs du MDRM » (Cité in Spacensky 1970:68). La situation sur le terrain semble corroborer cette accusation : « Les commandos d'insurgés de Moramanga ont défoncé les portes de l'hôtel Larrieu « au nom du MDRM ». Les ordres d'attaque portaient des locaux du bureau local du MDRM. Dans la région de Manakara, les coups de main d'Ambila et de Sahasinaka ont été conduits de même, « au nom du MDRM ». Ce sont les troupes du MDRM, brandissant le « drapeau du MDRM », qui ont investi le terrain d'aviation de Manakara. L'organisation du MDRM constitue le support fondamental de l'insurrection, au moins pendant les premiers mois. Par ailleurs, la plupart des documents

sont signés au nom du MDRM. Les soldats combattent pour le MDRM, avec lequel la patrie se trouve identifiée » (Tronchon 1986:83). Les autorités coloniales croient même que l'insurrection a été préparée au siège du parti trois jours avant son déclenchement.

#### La réunion du 27 Mars 1947

Pour l'Administration, il n'y a pas de doute, l'insurrection est un complot ourdi par le MDRM. De Coppet lui-même en est convaincu : « la simultanéité des mouvements insurrectionnels à Moramanga, Diégo, Manakara, Vohipeno, témoigne de l'existence d'un vaste complot étendant ses ramifications dans toute l'île. Après avoir pris l'apparence d'un mouvement tendant à l'octroi à Madagascar, par des moyens légaux, de l'indépendance au sein de l'Union Française, le MDRM a révélé peu à peu ses véritables buts en se livrant à des manœuvres dirigées contre la souveraineté de la France ». <sup>73</sup> Toute l'accusation contre le parti repose sur la réunion du 27 Mars 1947 pendant laquelle les principaux dirigeants du MDRM auraient peaufiné les derniers détails de l'insurrection. En fait, lors de cette rencontre, le Bureau Politique de Soarano a convoqué ses membres pour discuter des questions concernant la désignation des membres du bureau de l'Assemblée Provinciale nouvellement élus. Le même jour, un militant de Fianarantsoa, Rakoto François de Sales évoque avec le député Rabemananjara la possibilité d'une révolte pour le 29 Mars. Après discussion, le Comité Central décide d'envoyer à toutes les sections du parti un télégramme d'appel au calme : « Prière diffuser et afficher texte : ordre impératif est donné à toutes sections à tous membres MDRM garder calme et sang froid absolus devant provocations toutes natures destinées à saboter politique pacifique MDRM » (Maron 1971:131). Mais pour les autorités coloniales, c'est un message codé appelant les combattants à passer à l'acte. Le Juge d'Instruction Cazalou l'a bien noté lors de son réquisitoire contre Ravoahangy : « qu'avec Rabemananjara, vous [Ravoahangy] avez rédigé le télégramme du 27 Mars adressé aux diverses sections du MDRM de la Colonie, télégramme apparemment d'appel au calme mais constituant en réalité la confirmation de l'ordre de révolte précédemment diffusé en secret ». <sup>74</sup> D'ailleurs, pour les autorités judiciaires, l'insurrection a connu une phase préparatoire pendant laquelle les « divers conjurés [sont] venus à Tananarive de divers points de l'île pour se renseigner exactement sur le soulèvement qui se préparait. Il s'agit, sans doute, d'une allusion à certains délégués des sections MDRM qui ont rejoint la capitale pour assister à ce qui aurait dû être le premier Congrès du parti.

Quoi qu'il en soit, la situation joue en défaveur du MDRM. Les « aveux » des principaux dirigeants du parti semblent clairs : il y a eu complot pour mettre fin à la domination française sur la Grande Île. Martin Rakotovao,

secrétaire-général adjoint du parti, est le premier à « lâcher le morceau. Après avoir été torturé à la Sûreté Générale, il charge les parlementaires d'avoir tout organisé : « Je n'ai été qu'un simple agent d'exécution des ordres qui m'étaient donnés par les députés Raseta, Ravoahangy, Rabemananjara et par le bureau politique du MDRM. Je sais que l'ordre vient de Paris ». <sup>75</sup> Plus tard, l'interrogatoire des autres membres du bureau politique confirmera sa déclaration.

Mais pour le Mouvement de la Renovation, ces « aveux ont été soutirés par l'utilisation de la violence physique et des menaces sur les membres de la famille des accusés. Lors des différents procès liés à l'affaire, plusieurs parmi ces derniers témoignent contre les procédés utilisés par les services de la Police pour l'obtention de ces confessions. Des faits que les autorités françaises ont reconnu en écartant Baron et Vergoz de leur fonction quelque temps plus tard. <sup>76</sup>

Les dirigeants du parti tentent alors de dégager leur responsabilité dans l'origine de l'insurrection. Dès le 31 Mars, les deux députés, Ravoahangy et Rabemananjara, diffusent une proclamation dans ce sens : « réprobation la plus formelle de ces actes de barbarie et de violence. Nous espérons que la Justice fera jaillir toute la vérité et déterminera la responsabilité de ces crimes. Nous affirmons solennellement que le bureau politique du MDRM n'a jamais participé à la machination et à la réalisation de ces actes odieux ». <sup>77</sup> Ainsi, les principaux dirigeants du parti se désolidarisent de l'insurrection et pointent du doigt, comme responsables, les « agents de la colonisation. L'Administration aurait ainsi utilisé les affiliés des sociétés secrètes, la JINA et la PANAMA, <sup>78</sup> pour la déclencher. Les membres de ces dernières ne sont que des éléments incontrôlés à la solde des colonialistes. Ravoahangy déclare dans sa déposition devant le juge Vergoz : « s'il était prouvé que certains membres de ce parti étaient à l'origine de ces événements, nous nous désolidariserions de ces gens-là. J'estime que tous doivent suivre les directives du parti qui réproouve la violence ». <sup>79</sup>

Le but aurait été de trouver le moyen de mettre le MDRM hors d'état de nuire étant donné ses succès complets lors des différentes consultations électorales à Madagascar. D'ailleurs, la montée en puissance du parti a de quoi inquiéter l'Administration coloniale qui voit d'un très mauvais œil une autre structure lui disputer son autorité sur la population. Déjà, en Septembre 1946, le Ministre de la France d'Outre-mer a donné comme instruction aux responsables du Territoire de combattre le parti « par tous les moyens. Dans ce cas, l'insurrection n'est qu'une « provocation de l'administration coloniale pour écraser le MDRM et le mouvement nationaliste malgache » (Rabearimanana 1988-2:156). Plus tard, les anciens dirigeants du parti, dans leur mémoire concernant l'événement, soutiendront encore cette idée.

Mais ces deux thèses (responsabilité du MDRM et celle de l'administration) souffrent de nombreuses contradictions face à l'examen sérieux des réalités de l'insurrection. D'autres pistes ont été explorées pour mieux comprendre l'insurrection et mesurer la part de responsabilité des uns et des autres dans ses origines. Parmi elles, on peut citer la faiblesse structurelle du parti de la Rénovation. Victime de son succès phénoménal, le MDRM s'est livré à des surenchères revendicatives dont la première conséquence est une déconnexion entre sa sphère dirigeante et sa base. Incapable de contrôler cette dernière, il n'a pu empêcher ses sections et ses partisans de la côte orientale de Madagascar d'entrer dans une lutte violente contre le colonialisme français. C'est dans ce sens que les événements de 1947-1948, aussi complexes soient-ils, ne peuvent être dissociés de cette ambiance surchauffée précédant l'embrasement général à partir de Mars 1947.

#### *Les troubles préinsurrectionnels.*

Le MDRM a été créé pour faire réélire ses parlementaires (Lahiniriko 2000). Et pour mener à bien cette mission, le parti a senti très vite le besoin de constituer une vaste clientèle (membres et sympathisants). Ainsi, il a initié une campagne de propagande intense en utilisant les moyens qui sont à sa disposition : presse, discours publics, sermons, porte-à-porte. Ses différentes structures (sections locales, cellules, sections des jeunes, coopératives) sont mises à contribution pour atteindre cet objectif. Mais assez rapidement, des dérives verbales sont enregistrées de la part non seulement des organes proches du parti mais également de ses propres dirigeants.

Ainsi durant l'année 1946 et le début de 1947, le discours du MDRM présente une contradiction flagrante. Officiellement, le programme du parti est basé sur le triptyque « légalisme-pacifisme-réformisme » (Lahiniriko 2000). Ce qu'un rapport administratif confirme : « Cette propagande [du MDRM] n'était pas dirigée contre la France, elle ne constituait pas un appel à la violence. Elle avait pour thème la transformation de Madagascar, par des moyens légaux et pacifiques, en État libre au sein de l'Union Française. Rien de moins, mais rien de plus ». <sup>80</sup> Mais dans la réalité, il n'en va pas toujours ainsi.

#### Les dérives de la presse proche du MDRM

A Madagascar, les journaux constituent un puissant moyen d'influencer la population. Certes, les tirages ne sont pas élevés mais chaque publication circule de main en main et fait l'objet de commentaires. Ils atteignent une partie non négligeable de la population, rurale comme urbaine. D'ailleurs, la lecture collective de la presse fait en sorte que cet ascendant augmente encore d'une manière notable.

Officiellement, le MDRM ne possède pas d'organe attitré sauf la section de Diégo-Suarez qui a son propre journal, *Ny Fivondronana Malagasy*, dont



la publication débute à partir d'Octobre 1946. Mais un certain nombre de titres diffusent régulièrement ses idées politiques. On peut citer entre autres *Ny Rariny-La Justice* de Jules Ranaivo, *Ny Kintan'ny Maraina* de Docteur Joseph Rakotonirainy, *Fahafahana* dirigé par Martin Rakotovao ou encore *Mongo* de Randriambololona. Dès 1945, ces feuilles se lancent dans une critique acerbe de la présence française à Madagascar, une dénonciation qui s'amplifie au fur et à mesure que le temps avance. Elle atteint son paroxysme en 1946 et pendant les premiers mois de l'année 1947. Cela est rendu possible par la libéralisation du régime de la presse à la fin du conflit (Rabearimanana 1980:72) dont le symbole fort semble être l'arrêté du 24 Novembre 1945 promulguant à Madagascar l'ordonnance du 2 Novembre 1945 qui supprime la censure préalable, « ce qui signifie le retour à la liberté de presse » (Rabearimanana 1980:72).

C'est dans ce cadre que la presse fait le procès du demi-siècle de présence française à Madagascar. Celle-ci est très négativement jugée. Les Français sont taxés d'esclavagistes, de barbares qui font souffrir le peuple malgache. La presse dénonce également l'exploitation colonialiste : «Le peuple malgache est exploité, le peuple malgache est maintenu dans la misère par la volonté de l'administration colonialiste. L'Administration à Madagascar ne gouverne pas pour les Malgaches [mais] pour les trusts. Ainsi, Madagascar est maintenue dans un régime de misère où l'homme, où l'indigène est considéré comme une bête de somme ».<sup>81</sup>

La presse du MDRM s'en prend ensuite aux organes proches de l'Administration ou des colons (*Ligue des Intérêts franco-malgaches*, *Tana-Journal*, *L'Avenir de Madagascar...*). Ceux-ci répliquent en attaquant violemment le parti des députés accusé d'être « communiste », « parti hova », « parti des nobles », « collaborationniste ».<sup>82</sup> La conséquence de cette surenchère verbale est telle que le ton monte en *crescendo* pour atteindre son summum avec le cinquantième anniversaire de la loi d'annexion du 6 Août 1946. Pour les journaux du parti de la Rénovation, la date du 6 Août 1946 doit être « un jour de deuil, anniversaire du jour où l'on a ravi son indépendance à la Nation Malgache ».<sup>83</sup> « Tous ceux qui se rendent compte de cela, doivent faire tout ce qui est en leurs moyens en signe de deuil et de recueillement : calme absolu. Les uns fermeront les magasins, les autres ne travailleront pas, d'autres encore s'abstiendront de sortir, et d'autres porteront des brassards de crêpe, etc. ».<sup>84</sup> C'est un jour lors duquel « un malheur terrible s'abattit sur les Malgaches »<sup>85</sup> car ils étaient victimes d'« un acte de brigandage sans pareil dans l'histoire ».<sup>86</sup> Mais la presse du MDRM ne s'arrête pas aux dénonciations de la colonisation et de ses abus. Elle se livre également à la création d'une atmosphère sociopolitique trouble, comme la montre bien l'affaire de Sabotsy-Namehana.

### Le rôle de la presse dans l'affaire de Sabotsy-Namehana

Le 23 Juin 1946, lors d'une foire qui s'est tenue dans cette localité proche de la capitale, un gendarme tue deux Malgaches suite à un incident qui aurait pu être une simple affaire de mœurs. Mais très vite la presse nationaliste le transforme en une véritable affaire opposant les Malgaches (représentés par les deux jeunes tués, Ramarolahy et Ramanambelo) victimes du régime et les colonialistes français (à l'image du gendarme qui a tiré sur la foule et a tué).

Dès le lendemain, *Ny Fahafahana* titre que « Madagascar est en deuil : deux de ses enfants encore jeunes sont morts, fusillés par un gendarme français ». <sup>87</sup> Son sous-titre est plus explicite : « Assassinat qui prouve de la bestialité, là-bas, à Sabotsy-Namehana ». <sup>88</sup> Et le journal de continuer que « quand on réfléchit, il semble que cette attaque ait été préméditée. Il semble que ce soit pour épouvanter et pour effrayer ». <sup>89</sup> Quant à *Ny Kintan'ny Maraina*, il qualifie les deux meurtres de « terribles assassinats montrant de la sauvagerie. On voit à présent que nombreux Européens se fâchaient sans motif contre les Malgaches parce que ces derniers réclament ce qui fait qu'ils sont des supportent le coup quand même et attendent la revanche de la vérité ». <sup>90</sup>

Très rapidement, la presse fait le rapprochement entre cet incident et l'affaire d'Indochine : « Bains de sang en Indochine avant d'accorder l'indépendance à l'Union Indochinoise. Bains de sang de Ramarolahy et Ramanambelo de Sabotsy-Namehana et tant d'autres crimes (cachés soigneusement pour la cause) dans notre pays, à Madagascar » écrit *Ny Rariny-La Justice*. <sup>91</sup> Les journaux nationalistes en profitent alors pour dénoncer d'autres « crimes » colonialistes dans la Grande Île comme les « assassinats à Antsirabe » dénoncés par *Mongo* du 26 Juillet 1946. De telles manœuvres n'échappent pas aux autorités administratives quand elle évoque une autre affaire de même genre. Un rapport note qu'« en Novembre 1946, un incident se produit à Sakaraha, dans le district de Tuléar le MDRM n'y est pas étranger. Sous le titre « Les Barbares » le 17 décembre *Ny Rariny* en rejette la responsabilité sur l'Administration. Quant à *Ny Fireneko* du 19 Décembre 1946, à propos de la même affaire, il dénonce l'étrange terreur qui règne à Madagascar, évoque Hitler, parle d'incitation « à la révolte ». <sup>92</sup>

Cette affaire de Sabotsy-Namehana donne ainsi une idée assez claire du rôle de la presse nationaliste du lendemain de la guerre jusqu'à l'éclatement de l'insurrection. Tout en dénonçant les traîtres, ennemis de l'indépendance de Madagascar, elle fabrique également des héros et des martyrs : « Nous invitons le cœur malgache à s'incliner avec respect et les Malgaches à graver dans leurs cœurs, les noms de ces deux martyrs : feu Ramarolahy (27 ans) feu Ramabambelo (18 ans) ». <sup>93</sup>

### Le thème du martyr

À partir des exemples comme celui de deux morts de Sabotsy-Namehana, la presse du MDRM appelle les Malgaches à ne pas hésiter à sacrifier leur vie pour la patrie. Ce qu'un rapport administratif semble bien démontrer : « Ce peuple Malgache, entouré d'agents provocateurs, persécuté par l'Administration française, dont le sang coule tous les jours, que l'on opprime, que l'on exploite, que l'on massacre, il ne doit pas avoir peur de ses bourreaux car il est « fort et courageux ». C'est le thème de la Libération obtenue par les patriotes au prix d'une « lutte » dans laquelle, s'il le faut, ils sacrifieront leur vie ».<sup>94</sup>

En effet, pour la plupart des dirigeants du MDRM, la lutte pour l'indépendance est difficile. D'où un besoin d'exalter une certaine « mystique de la résistance active, de la force, de l'union dans le combat ». La vie elle-même ne l'emporte pas devant la nation car elle est sacrée : « Les Malgaches préfèrent mourir plutôt que ne pas obtenir leur indépendance » écrit *Ny Rariny-La Justice*.<sup>96</sup> *Ny Fahafahana* va encore plus loin dans un article daté du 11 décembre 1946 intitulé « Époque d'épreuve et d'endurance » : « L'attaque de l'ennemi pour détruire est furieuse ; la haine de ceux qui n'aiment pas est violente, les persécutions de toutes sortes se poursuivent précipitamment, tandis que le bateau de la liberté de la population malgache avance irrésistiblement.. Tous les Malgaches qui vivent à cette époque, les hommes et les femmes, les petits et les grands, ceux qui sont haut placés et ceux qui sont bas, se souviendront nécessairement que si nous parlons de cette liberté et de cette indépendance, ce n'est pas que nous promettons un lit moelleux et un oreiller de velours ni une abondance, ni du bonheur : le prix de la liberté est une lutte intellectuelle et matérielle dure, de la privation, un grand dévouement, de la patience et une espérance impossible à étouffer, de la souffrance, des larmes et parfois la mort, que les autres nations ont employés pour l'obtenir.<sup>97</sup> Il est évident que les journaux nationalistes essaient de mobiliser certains éléments de l'histoire de Madagascar et notamment ceux des martyrs chrétiens du XIXe siècle. Des allusions sont donc faites pour mieux affirmer le caractère sacré du *Tanindrazana*.

C'est ainsi que cette presse se lance dans des articles qui s'apparentent à de véritables appels à la violence. Le véritable début d'une campagne dans ce sens coïncide avec les élections de Juin 1946 et le ton monte ensuite de plus en plus. Ainsi, *Ny Fahafahana* déclare en Juillet 1946 que « La liberté ne se donne pas mais s'arrache et se conquiert. Est-ce que nous nous sommes préparés à la cueillir ? ».<sup>98</sup> Dans un autre papier, le même journal écrit que « Nous sommes prêts, s'il le fallait en dernier recours à conquérir la liberté par tous les moyens, fussent-ils violents ».<sup>99</sup> On exhorte alors les Malgaches

à passer « à l'action » car « les désirs seuls et les prières seules que n'accompagnent pas les actes ne permettent pas d'obtenir l'indépendance, car Dieu n'aide pas celui qui ne s'aide pas lui-même ». <sup>100</sup> Déjà, en Mars 1946, *Ny Rariny-La Justice* appelle la population à résister à la violence de ceux qui s'opposent à l'indépendance du pays : « celui qui laisse son adversaire manœuvrer à sa guise sans riposter est le plus malheureux des lâches. Individuellement, nous Malgaches devront être prêts à tout. Nous devons riposter à chaque attaque. Il faut tirer les Malgaches de cette peur, sans réflexion, de la prison et de la mort, de cet amour sans borne de la tranquillité, de « la vie est douce » (*mamy ny miaina*). Pour être tranquille, il ne faut pas éviter les bagarres provoquées, au contraire il faut chercher à se défendre légitimement, à s'entraîner et tout braver ». <sup>101</sup>

Les critiques n'épargnent pas non plus les adversaires nationalistes du MDRM. Le PDM et le MSM sont taxés de partis de traîtres, prompts à diviser les Malgaches dans leur désir de s'affranchir de la colonisation. S'engage ainsi une véritable lutte opposant la presse proche du Mouvement de la Renovation et *Ny Fandrosoam-Baovao* ou encore *Fahелеovantena*. <sup>102</sup> Le plus souvent, le débat tourne autour des différentes conceptions de l'indépendance. Mais souvent, il s'agit d'attaques personnelles contre les dirigeants de chaque parti. Un exemple en est la bataille journalistique entre *Ny Fandrosoam-Baovao* du 27 Septembre 1946 et *Mongo* du 11 Octobre. Le différend porte sur l'interprétation de la conférence donnée par Ravoahangy à l'Hôtel Lutetia le 17 septembre 1946. Finalement, le résultat de ces campagnes de presse est l'atmosphère très lourde précédant mars 1947. *Lakroa* l'a bien sentie en écrivant que « l'esprit de la population s'agite beaucoup en raison des vicissitudes de la politique et en raison des nombreux articles à tendances diverses que publient les journaux malgaches des divers partis ». <sup>103</sup> Le journal fait même une annonce prémonitoire en déclarant que « l'esprit de la population s'obscurcit, sa tête s'embrouille, et c'est une querelle qui risque de se produire ». <sup>104</sup> L'éclatement de l'insurrection en Mars 1947 semble lui donner raison. D'autant que de leur côté, les principaux leaders du MDRM ne font rien pour arrêter cette surenchère médiatique. Pis, il apparaît qu'ils ont eux-mêmes participé à la création de cette situation pré insurrectionnelle.

#### La violence de la propagande du MDRM

La propagande du parti ne se limite pas à l'utilisation de la presse. Ses principaux leaders y compris les parlementaires se déplacent eux-mêmes dans les différentes localités de la Grande Île. Plusieurs thèmes sont développés pendant ces campagnes : exaltation du sentiment national très agressif (qui frôle parfois la xénophobie), attaque contre la France et notamment les méfaits de la colonisation à Madagascar, mise à l'actif des députés malgaches des

réformes libérales de 1946, mystique de lutte, de résistance et de la libération et parfois appel à la violence... En effet, en dépit des incessants discours des membres de la sphère dirigeante du MDRM sur leur volonté de collaborer avec la France, quelquefois, lors de leurs conférences et tournées, ils adoptent un ton qui semble indiquer le contraire. Ainsi, le député Rabemananjara et son équipe (formée entre autres de Bezaka Alexis et de Tata Maxime) s'illustrent par leurs propos incendiaires lors de leur passage dans la région orientale de l'île au début de 1947.

Officiellement, le parlementaire veut faire une tournée dans la circonscription dont il est l'plu ainsi qu'une campagne de sensibilisation auprès de la population locale pour qu'elle connaisse ses droits et ses devoirs<sup>105</sup> dans le nouveau contexte politique de l'après-guerre. Mais les discours prononcés prennent une forme de plus en plus violente dans sa condamnation du système colonial, de ses privilégiés (colons, citoyens français) et de ses différentes formes d'oppression. Max Tata, « l'orateur le plus violent »<sup>106</sup> à tel point « qu'il fait même peur à ses amis politiques »,<sup>107</sup> aurait même tenu les propos suivant : « vous avez peur des gardes indigènes. Deux suffisent pour mettre en émoi tout un village. Quand ces gens-là viennent vous déranger ligotez-les et présentez-les à leurs chefs. Si les gardes vous em (sic) jetez leur cadavre dans la rivière ». <sup>108</sup> Pour les administrateurs, il ne fait pas de doute que les divers incidents (Anosibe, Androrangavola, Ifanadiana) qui se sont produits à travers l'Île, et dont sont victimes des gardes indigènes, ne peuvent être que l'aboutissement de tels propos.<sup>109</sup> La phrase de Rabemananjara selon laquelle l'indépendance est comme une viande dans la gueule d'un chat, qu'il faut donc arracher de force, devient célèbre et semble résumer, à elle seule, l'objectif de la tournée.

Le résultat est sans ambiguïté pour l'administration : les esprits sont surexcités à tel point « que la sécurité publique se trouve sérieusement compromise ; les éléments autochtones d'une part, naturellement portés à écouter les conseils qu'ils viennent d'entendre, abandonnent tous les chantiers, refusent de se conformer aux prescriptions réglementaires et législatives et créent des désordres nombreux ». <sup>110</sup> Un tel constat est contraire au vœu du député lui-même et de son parti dont un des districts de Vatomandry ne peut que rapporter qu'il ne sait pas « si cette propagande reflète foncièrement les idées des dirigeants. Personnellement je ne pense pas que la politique actuelle de la main tendue soit sincère ». <sup>111</sup>

Du côté même des partisans du MDRM, les propos de Rabemananjara et sa suite sont perçus comme un appel à la révolte (Fanony et Gueunier 1983:17 ; Rajerison 1976:31) à cause de leur violence. Mais il se pourrait que ce soit du à une interférence linguistique : « il y a un décalage entre le discours pensé par les leaders en langage politique moderne, et le discours effectivement

prononcé, et perçu, en malgache, par les auditeurs » (Fanony et Guenier 1983:17). En effet, il se peut que là où il est question de « luttes » politiques, parlementaires et électoralistes, par exemple, ces derniers pourront entendre « lutte » tout court et par conséquent guerre (Fanony et Guenier 1983:17). Dans ce cas, la propension à agir en employant la force est grande dans la mesure où bon nombre des militants du MDRM croient que l'intervention des députés leur garantira l'impunité. La Sûreté Générale le constate dans ses rapports selon lesquels les déplacements des parlementaires provoquent « du désordre dans la population indigène qui, se croyant protégée par les députés, espérait pouvoir tout faire et s'attacherait à suivre aveuglement les conseils qui leur sont donnés ». Une bonne partie de la population agit de la même manière si ces recommandations viennent de gens qui font un usage abusif du nom de ces élus pour attirer plus de sympathie et plus de partisans pour leur propre cause (comme c'est le cas des membres des sociétés secrètes), évidemment à l'insu des concernés. Les encouragements donnés aux adhérents du MDRM pour qu'ils persistent dans leurs idées indépendantistes et pour qu'ils résistent malgré les persécutions éventuelles et effectives<sup>112</sup> rendent encore l'atmosphère beaucoup plus lourde, en particulier à la veille de l'insurrection de Mars 1947.

*Une atmosphère politique pré insurrectionnelle.*

Les campagnes de propagande ont ainsi généré une situation sociopolitique tendue à la veille de l'insurrection. Cette tension est surtout palpable dans la région orientale, là où justement la lutte armée va éclater quelques temps après.

Malgré les appels au calme, la volonté affichée de collaborer avec l'administration, les déclarations officielles pour une cohabitation pacifique entre Malgaches et Français, les multiples appels du Bureau Politique du MDRM à la population pour qu'elle s'oppose pacifiquement aux provocations, on constate que les membres du parti aussi bien dans les centres urbains qu'en milieu rural sont enclins à une résistance violente.

Ainsi, devant certaines exactions du régime et de ses représentants, les sections de base n'hésitent pas à répliquer d'une manière agressive. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre leur responsabilité dans les origines des mouvements ou des actions contre les agents de l'administration et les colons. A leur niveau, la violence et la résistance musclée trouvent leurs partisans les plus convaincus. Cela explique, dans une large mesure, les différents événements tels les affaires de Sabotsy-Namehana, d'Androrangavola, d'Anosibe, d'Ifanadiana, d'Ampasinambo, de Benenitra, de Mahanoro, de Vatomandry et bien d'autres encore, d'une ampleur plus ou moins importante. Tous ces incidents confirment qu'il existe une période prélude à l'insurrection, au cours de laquelle les conditions d'un soulèvement populaire contre

l'occupant sont réunies (l'effort de guerre, les privations, le vent soudain de liberté, les élections, la propagande, les luttes acharnées entre les partis politiques...) D'où les multiples soulèvements localisés qui sont souvent fortement réprimés par le pouvoir précédant le soubresaut généralisé de 1947-1948. Donnons-en quelques exemples.

#### La côte Est en ébullition

L'année 1946 n'est pas une période clémente pour l'administration coloniale. Dans la région orientale, la paix coloniale est plus que jamais ébranlée. La responsabilité de cette situation en incombe largement aux sections du MDRM (Ifanadiana, Anosibe).<sup>113</sup> Le même contexte explosif prévaut également dans certains districts comme Mahanoro, Antalaha, Fianarantsoa.<sup>114</sup>

En effet, dans plusieurs localités, la propagande du parti est axée sur l'exploitation de la réalité quotidienne des Malgaches, en particulier la dureté de leurs conditions de vie. Elles tournent généralement autour de plusieurs thèmes : le départ des Français oppresseurs, le boycottage des fonctionnaires et des colons, le retour aux coutumes ancestrales (culture de tabac, fabrication d'alcool, *tavy*), la mise en place du pouvoir du MDRM qui remplacera celui de la France. On annonce également que l'autorité réelle est désormais entre les mains des députés et que les adversaires du MDRM seront expulsés sinon massacrés au moment de l'avènement de l'indépendance.

Ainsi, des milices d'autodéfense se constituent un peu partout. L'exemple le plus connu est les fameux « *Miaramila* de Ravoahangy »<sup>115</sup> à Moramanga : plus de 450 hommes qui se réunissent deux fois par semaine pour s'entraîner militairement sous la conduite des anciens combattants.<sup>116</sup> Dans le poste de Marolambo, les principaux chefs de sections MDRM tels que Bizy Paul, Doama Samson, Botozafy Simplicie, Ranaivo Penaul, Lebo Justin ou encore Marson Justin organisent leur association en véritables troupes armées. Ainsi Bizy, chef de section d'Ambinanindrano, fait tailler une matraque modèle dont les caractéristiques sont les suivantes : longueur totale 0,90m, longueur de la manche 0,30m, masse longueur 0,60m, section carrée de 4cm. Elle est faite de bois.<sup>117</sup> Les consignes données à ces troupes sont claires : au premier appel d'un membre du MDRM, tous les adhérents doivent se précipiter vers le lieu de l'accrochage, munis de leurs armes et prêts à attaquer tout assaillant. Des sanctions sont prévues contre quiconque n'obéit pas à ces dispositions et des exercices de rassemblement et d'entraînement réguliers et fréquents sont organisés dans la localité.

De tels procédés sont largement acceptés par la population. D'autant que pour beaucoup, l'Administration coloniale n'est plus une menace, du moins elle n'est plus redoutée comme auparavant. Désormais, le MDRM exerce une autorité bien plus importante que celle du chef de district ou du canton.

D'ailleurs, la propagande du parti a largement porté ses fruits : « Autoriser les *Tavys*<sup>118</sup> dans une région forestière, donner cette autorisation à des Betsimisaraka, très attachés à ce mode de culture attirait au MDRM tous les suffrages ; affirmer que le Gouvernement n'existait plus à une population qui avait fourni pendant quatre ans, un fort contingent de requis et de tirailleurs, au moment où la réquisition était supprimée et où les démobilisés regagnaient leurs villages, étaient admis sans commentaire comme une vérité d'autant plus que cette affirmation était faite des indigènes certainement les plus arriérées de la race betsimisaraka, alors que leur était donnée une ne rentrent plus normalement ; fonctionnaires, colons et membres du PADESM se sentent plus que jamais assiégés et menacés ; la forêt brûle ; les concessions sont désertées par les travailleurs malgaches.

Enfin plus grave, sans doute, la diminution sinon la disparition de l'autorité française dans certaines localités. Ces considérations permettent au Haut Commissaire de conclure que « l'action du MDRM constitue une menace pour la souveraineté française. L'instruction judiciaire ouverte au sujet des faits d'Anosibe et d'Ifanadiana, celle également en cours pour des faits secondaires (Antalaha et Fianarantsoa notamment) établiront les responsabilités ». <sup>119</sup> La lutte contre MDRM est ainsi devenue une des priorités des autorités coloniales.

Finalement, avec les résultats des recherches historiques actuelles sur l'insurrection de 1947 à Madagascar, la responsabilité du MDRM paraît être lourdement engagée. Cette lutte armée n'est ainsi que la continuité et la généralisation d'une tension sociopolitique née vers le milieu de l'année 1946. Bien sûr, une telle conception a été combattue par ceux même qui ont dirigé le parti à tel point qu'ils ont accusé les chefs de guerre de la forêt de l'Est comme étant des traîtres au service de l'Administration française et des colonialistes. Soixante ans plus tard, le débat sur l'insurrection fait encore rage et à chaque publication d'ouvrages lui concernant ou à chaque journée commémorative de cette insurrection, des « polémiques » ne tardent jamais à se produire. L'une d'entre elles concerne le nombre des victimes.

### ***Génocide ou massacres coloniaux***

Depuis la guerre civile au Rwanda et en ex-Yougoslavie et la diffusion des images d'horreur sur ces crimes à grande échelle, le mot « génocide » est largement entré dans le vocabulaire « ordinaire » de par le monde. A Madagascar, le terme est largement exploité à tel point qu'il perd son sens exact. La caricature est poussée à l'extrême quand certains journaux parlent de génocide même lors d'une de ces attaques crapuleuses de villa dans la grande banlieue d'Antananarivo et pendant banalisation d'un terme à forte signification et dont la science historique fera le frais.



### Conflit entre mémoire et histoire

En effet, lors de la célébration du cinquantenaire de l'insurrection en 1997, la question du nombre de victimes est largement discutée. Certes, ce débat n'est pas nouveau et date au moins des années 1950. Mais la publication des résultats de recherche scientifique en la matière fait en sorte qu'il devient polémique.

Les chiffres avancés par les uns et les autres s'opposent. D'abord, celui des mouvements nationalistes qui ont pris la succession du MDRM au lendemain de la dissolution du parti en Mai 1947. Parmi eux, les communistes tiennent une place importante.<sup>120</sup> Depuis la création du Comité de Solidarité de Madagascar (CSM) au début des années 1950, la fourchette de 80 000 à 100 000 morts s'impose petit à petit dans la conscience populaire et notamment tananarivienne. A l'origine de ce chiffre se trouve la déclaration du Général Garbay, celui même qui conduit la répression de l'insurrection. Repris par les nationalistes, ce chiffre est largement utilisé dans la presse communiste des années 1950 dans le but de montrer au monde la barbarie du colonialisme français à Madagascar. Il devient ainsi une justification de la revendication de l'indépendance. De même, l'amnistie et la libération des prisonniers liés à l'insurrection deviennent les principaux chevaux de bataille des milieux nationalistes pendant la décennie précédant l'indépendance. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la popularisation du chiffre de 80 à 100 000 morts.

Depuis l'indépendance, aucune étude sérieuse n'a été faite pour aboutir à une bonne évaluation des victimes. Et même après 1967, l'année où la journée du 29 Mars devient commémorative des événements de 1947-1948, rien ne permet d'établir un chiffre cohérent. Il a fallu attendre l'ouverture des archives à partir de 1997 pour que les historiens commencent à faire un bilan. Mais les choses se compliquent du fait même que certains historiens comme Jacques Tronchon avalisent, sans grande critique, le chiffre de 80 000 victimes (Tronchon 1986). D'autant que les recherches récentes n'ont pas pu mettre en évidence un chiffre consensuel : l'historien Jean Fremigacci de l'Université de Paris I parle de 10 à 15.000 morts, sa collègue Lucile Rabearimanana de l'Université d'Antananarivo évoque près de 60 000 victimes. En tout cas, une chose est certaine, les historiens écartent de plus en plus le chiffre de 80 000 à 100 000 morts et n'hésitent pas à affirmer qu'il y a eu exagération. « Ce chiffre officiel de 90 000 morts est avancé par l'Etat-major de l'Armée française. Il s'avère que celui-ci ne correspondait pas à la réalité. Ils ont été avancés dans le but de réprimer moralement les Malgaches.

La répression politique de l'époque visait à enlever dans la tête des Malgaches cette idée de remettre en question la présence française en terre

malgache. En 1950, le journal a fait un recensement, établi un nouveau chiffre de 15 000 morts. Ces deux chiffres sont contestables scientifiquement. On pense qu'il devrait qu'il avoir 60 000 morts. Mais celui-ci ne peut être trouvé que par l'érudition. En tout cas, l'insurrection, et surtout la répression, ont fait mourir plusieurs dizaines de milliers de morts. Elles entraînaient des conséquences sociale, psychologique, morale et politique que cela comporte » (Rabearimanana 2004). Néanmoins, les historiens soutiennent que Moramanga n'est pas Oradour-sur-Glane et que la répression de l'insurrection n'a pas donné lieu à un « génocide oublié ».

Il est évident que cette « réduction n'est pas pure spéculation ou une tentative de minimiser les massacres commis à Madagascar par les colonisateurs. Elle est le résultat des plusieurs recherches entamées depuis le cinquantenaire de l'insurrection de 1947. En effet, selon la règle des 50 ans, les archives, aussi bien à Madagascar qu'en France, se sont ouvertes. Cela a permis aux historiens d'avoir entre leurs mains des documents très précieux leur permettant d'analyser certains aspects de cette lutte armée. Un de leurs soucis est justement de réévaluer le nombre de victimes. Il en résulte de leur analyse que le chiffre de 80 à 100 000 morts ne peut être retenu et doit être écarté. Une conclusion que les enquêtes orales menées sur le terrain confortent.

De telle révision a provoqué une véritable levée des boucliers à Madagascar d'autant que la publication de la plupart des nouveaux chiffres donnés par les historiens correspond à un événement particulier : le vote de la loi de février 2005 en France. Celle-ci impose aux manuels d'enseignement la reconnaissance des « aspects positifs de la colonisation. C'est à ce moment que certains milieux malgaches s'insurgent et revendiquent la reconnaissance d'un véritable « génocide » lors de la répression de l'insurrection de 1947-1948. Ils dénoncent en particulier la révision du nombre de victimes à l'exemple de Gisèle Rabesahala, présidente de l'association *Fifanampiana Malagasy*, qui « réfute la revue en baisse des nombres de victimes annoncée par un journal français au début de l'année,<sup>121</sup> à seulement 11 000 et s'en tient au premier constat de l'administration coloniale de l'époque qui faisait état de 89 000 morts. Du côté malgache, on a été habitué à entendre un chiffre arrondi à 100 000. L'ancienne militante du MDRM<sup>122</sup> souhaite aussi l'ouverture des archives de l'armée française sur les événements de 1947 à Madagascar. Elle invite les malgaches à continuer à faire des recherches, à recenser les charniers de l'époque. Elle mobilise les survivants à écrire leur mémoire ».<sup>123</sup>

Ces quelques lignes publiées sur le réseau mondial sont assez révélatrice des enjeux sur l'insurrection à Madagascar et parmi la diaspora malgache de par le monde et en particulier en France.

### Formatage éducationnel

De ces polémiques, deux questions se posent : de quelle manière un chiffre la fourchette de 80 à 100 000 victimes a pu persister pendant plus de 50 ans, des années 1950 à la fin du XXe siècle, si celui-ci se révèle être faux ? Et pourquoi tant de réticences à toute idée de « révision » du bilan humain de l'insurrection demi-siècle après ces événements ? Répondre à ces interrogations n'est pas facile. Aucune réponse n'est peut être établie qu'après une longue analyse non seulement d'ordre historique mais également mémoriel. Néanmoins, trois pistes peuvent être évoquées.

Premièrement, le rôle prépondérant du Comité de Solidarité de Madagascar dans les années 1950 et les activités de sa presse (*Tenimiera* et *Fifanampiana* notamment) autour du thème de l'amnistie et de la révision des procès liés à l'insurrection. Ainsi, quasiment chaque numéro de ces journaux communistes rappelle inlassablement ce chiffre sans qu'aucune remise en cause n'ait été faite. Certes, les autorités coloniales ont bien procédé à deux recensements. Mais du fait même que c'est l'administration, responsable de la répression qui les a établis, les rend suspects, donc non crédibles pour l'opinion de l'époque et *a fortiori* pour celle d'aujourd'hui. Dans ce registre, le livre de Pierre Boiteau (1958), une des figures communistes influentes à Madagascar, donne la caution l'autoritarisme colonial ainsi que celui de l'abnégation et de l'esprit du martyr de tout un peuple, le chiffre s'est imposé petit à petit dans les esprits.

Deuxièmement, on trouve le rôle de l'enseignement notamment pendant la Deuxième République malgache. Etant donné que l'idéologie politique de l'époque donne une place importante à la lutte contre le néocolonialisme français, il est normal que le programme scolaire et notamment celui de l'histoire mette au centre de ses préoccupations l'histoire de la résistance malgache à la colonisation française. Dans ce cadre, un soin particulier est accordé aux faits d'armes de ceux qui ont combattu pour l'indépendance du pays : on glorifie les martyrs, on célèbre les journées patriotiques, on érige des monuments aux héros nationaux. Coïncidence de l'histoire, celle qui, dans les années 1950, a soutenu et a défendu le chiffre de 80 à 100 000 victimes lors de l'insurrection de 1947, devient ministre de la culture révolutionnaire. Sa présence au sein du gouvernement ne peut pas ne pas influencer la lecture de l'histoire, celle qu'on enseigne aux enfants malgaches. La génération des années 1980-1990 apprend alors tous que ce chiffre est celui des martyrs de la lutte armée de 1947-1948. Il marque leur bravoure et leur dévouement pour la patrie.

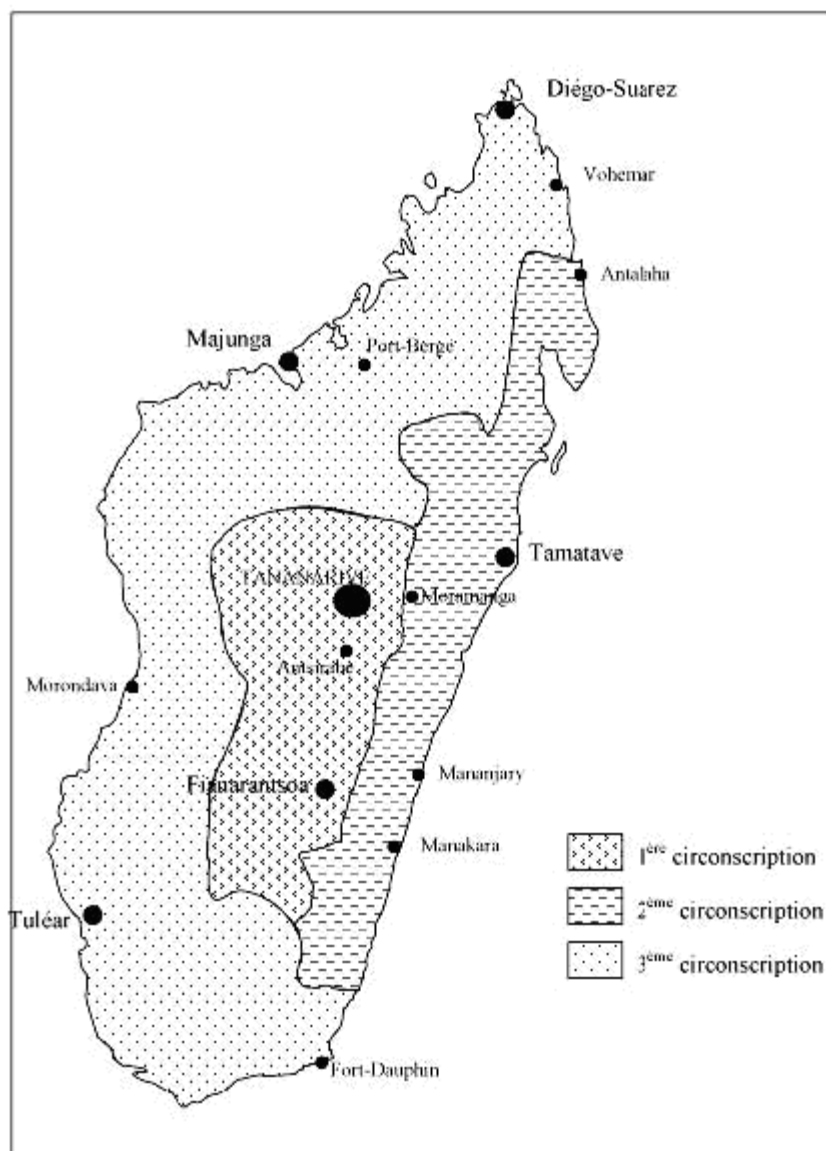
Enfin, la troisième explication possible est relative à la personnalité même de ceux qui dénoncent toute révision du nombre de victimes de l'insurrection. En effet, la plupart d'entre eux sont issus de la capitale. En 1947, Tananarive

n'a pas bougé et n'a pas participé directement à cette lutte armée alors même que la ville joue, à l'époque, le rôle de la capitale du nationalisme malgache. Il s'agirait ainsi, dans un premier temps, de « minimiser la lutte menée par les côtiers de l'Est, eux dont le sentiment nationaliste fait l'objet de doute de la part des élites tananariviennes. Dans un deuxième temps, il s'agirait d'une « fuite en avant » mémorielle dans le but de ménager une bonne conscience de la part des hommes et de leurs descendants qui se considèrent comme les leaders du mouvement d'émancipation malgache mais qui n'ont pas pu tenir leur rôle en 1947. Pour se dédommager, ils tiennent ainsi un discours qui fait appel à une « surenchère victimaire », destiné à défendre la mémoire de l'insurrection et ceux qui y ont participé. Défendre le nombre de 100 000 victimes leur permet ainsi de « participer » *a posteriori* à une lutte armée dont ils n'ont pas pris part.

Récemment encore (en février 2005), la *Fifanampiana Malagasy*, l'actuel nom du CSM, réitère sa position et condamne toute « tentative de minimiser la gravité des crimes commis par les colonialistes français à cette époque. Il y décèle des relents d'anticommunisme en affirmant que « *le parti communiste* », les « *communistes* » auraient utilisé ce chiffre à des fins de propagande ». <sup>124</sup> Il en résulte des attaques virulentes contre les historiens malgaches ou étrangers qui « osent » mettre en doute la véracité du chiffre de 80 à 100 000 victimes. Elle exige alors l'ouverture des archives sur l'insurrection (sic). <sup>125</sup> Par contre, elle refuse catégoriquement les résultats des recherches si ceux-ci tendent vers une réduction du nombre des victimes. Alors même que l'évaluation des historiens se base justement sur l'analyse des différents dossiers d'archives et des enquêtes orales dans les différentes régions insurgées. Les communistes malgaches des années 1950 et ses héritiers actuels ne veulent pas en aucun cas renoncer à leur appartenance au « parti des fusillés ».

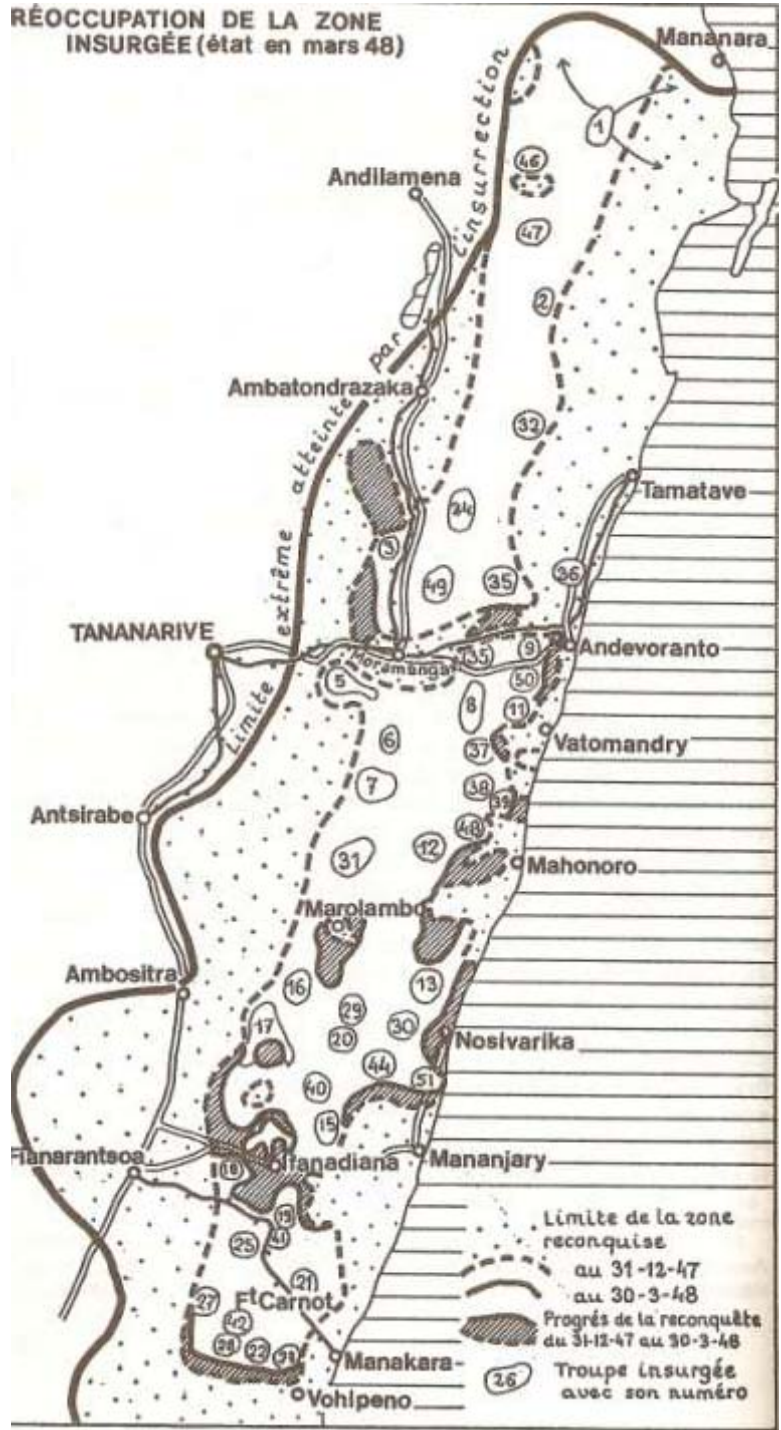
## Conclusion

Avec l'émergence d'une nouvelle génération d'historiens à Madagascar, l'histoire et l'historiographie du nationalisme connaissent une importante évolution. Née dans les années 1970-1980, elle n'a pas vécu directement l'injustice du système colonial et ses aspects aussi bien oppressifs que répressifs. Il en résulte une certaine tendance à « relativiser » certaines connaissances jugées « acquises », suite aux différents travaux de ses aînés. Elle remet notamment en question cette « vision angélique » de la lutte contre la domination française, celle qui représente le nationalisme comme un mouvement monolithique au service uniquement des intérêts de la Grande Ile. Bénéficiant d'un recul temporel, elle pense que le nationalisme malgache



Carte : D.A. Lahiniriko

Les circonscriptions électorales du deuxième collège (autochtones) (Novembre 1946- Janvier 1956)





est, en fait, très divisé en plusieurs tendances antagonistes qui n'hésitent pas à étaler sur la place publique leurs querelles liées à des intérêts personnels, des luttes entre groupes sociaux, des enjeux électoraux. Mais force est de constater que cette « nouvelle conception de l'histoire du nationalisme est plus ou moins en contradiction avec celle qu'on a enseigné aux Malgaches depuis l'indépendance et en particulier depuis la Deuxième République. Il en découle alors un conflit qui est à la fois historiographique (entre les historiens suivant leur génération) mais également entre l'histoire (en tant que discipline scientifique) et la mémoire (c'est-à-dire une représentation souvent sélective des faits historiques). Le cas de l'insurrection de 1947-1948 constitue justement un sujet « polémique ». Finalement, toutes ces controverses ne font que poser la problématique du « rôle social de l'historien ».

### Notes

1. Depuis la fin de la Première République, Madagascar a connu au moins deux « révolutions » politiques. En 1991 et en 2002, le pays a été confronté à des mouvements populaires à l'origine de la chute des régimes en place. Des longues grèves de plusieurs mois ont mis l'économie à genoux provoquant une crise sociale intense notamment dans les classes les plus pauvres. De même, avec l'irruption d'une certaine liberté politique à la fin des années 1980, Madagascar voit le nombre des partis politiques exploser (plus d'une centaine). Mais le pluralisme politique s'avère purement nominal dans la mesure où tous les rouages du pouvoir sont confisqués par les partis au pouvoir.
2. Parti Démocratique Malgache créé lui aussi en 1946.
3. Mouvement Social Malgache. Ce parti « catholique » a vu le jour également en 1946.
4. Il préside le PDM.
5. *Ny Fahafahana* du 13 Mai 1946.
6. *Mongo* du 6 Janvier 1947.
7. *Ny Rariny-La Justice* n°38 du 11 Juin 1946.
8. *Lakroa* n°848 du 13 Juin 1944.
9. *Ny Rariny-La Justice*, n°71 du 4 Février 1947.
10. Renseignements n°290-S/01 du 07 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM (Centre d'Archive de France d'Outre-mer)*, 6 (15) D 70.
11. *Ibid.*
12. Et préconise l'union autour du seul MDRM. Voir ci-dessus.
13. *Ny Rariny-La Justice* n° 62 du 26 Novembre 1946.
14. *Ibid.*
15. Renseignement n°152-CF du Commissariat d'Antsirabe, 22 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 16.
16. Renseignements n°290-S/01 du 07 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.



17. Dans la phraséologie de l'administration coloniale, les termes *hova* et *Merina* ont la même signification et désignent l'ethnie dominante des hautes-Terres centrales. Dans la réalité, le mot *Hova* ne désigne que le groupe statutaire des hommes libres dans l'ancien royaume merina.
18. Les *Andriamasinavalona* occupent un niveau hiérarchique très élevé dans le groupe statutaire des souverains merina, les *Andriana*.
19. Notes personnelles très confidentielles de Riddel, 27 Août 1946, Antananarivo, *ARM (Archives de la République Malgache)*, D 875.
20. Extrait de transmission n°14-CF du 15 Février 1947 du chef de Poste de Soanierana I, Antananarivo, *ARM*, D 875.
21. Lettre du délégué de Canton d'Andrainjato, District de Fianarantsoa, 7 Novembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
22. *L'Avenir de Madagascar* n°47 du 30 Décembre 1946.
23. Rapport du Service Local de la Sûreté Générale du Sud n°1089, 27 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 16.
24. *Ny Rariny-La Justice* n°11 du 15 Novembre 1945.
25. Rapport sur les résultats officiels des élections générales du 10 Novembre 1946, Antananarivo, *ARM*, D 484.
26. Secours Rouge International (SRI). La section malgache, fondée en Janvier 1930, a été utilisée par les nationalistes comme une structure de lutte.
27. Parti Communiste de la Région de Madagascar fondé en Octobre 1936. Il s'agit d'une section du PC français. Pour plus de détails, voir Randrianja S., *Le parti communiste de la région de Madagascar 1930-1939*, Foi et Justice, Antananarivo, 1989, 175 p.
28. *Gazetin'ny Malagasy* du 6 Novembre 1946.
29. *Ibid.*
30. Rapport du 21 Mai 1946 n°549-B2CF adressé au Chef de District de Fénériver, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 16.
31. Rapport n°479-CF/AP du 5 Novembre 1946, Antananarivo, *ARM*, D 484. 36 *En Action*, n°37 du 15 Décembre 1946.
32. Ce terme est utilisé pour désigner non pas les groupes de population dont la région a accès à la mer mais l'ensemble des Malgaches qui ne sont pas Merina.
33. Renseignements n°2780-D1SCF, 10 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
34. Renseignements n°290-S/01, 7 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
35. Situation électorale dans la 2e Circonscription (collège non citoyens), Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
36. *Ibid.*
37. *Fandrosoam-Baovao* du 11 Octobre 1946.
38. Renseignements n°2577-D1SCF, 7 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
39. En 1945, Madagascar est subdivisé en deux circonscriptions. La première regroupe les Hautes-Terres centrales et la région orientale. La seconde correspond à la côte ouest. A partir de 1946, les Hautes-Terres centrales deviennent une circonscription électorale autonome. Des législatives de novembre 1945 à celle de novembre 1946, Raseta a été toujours réélu député de la circonscription occidentale.

40. Situation électorale dans la 2e Circonscription (collège non citoyens), Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
41. Rapport sur les résultats officiels des élections générales à l'Assemblée Constituante (2e Tour de scrutin 18 Novembre 1945), 21 Novembre 1945, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (13) D 17.
42. Situation électorale dans la 2e Circonscription (collège non citoyens), Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
43. Il s'agit d'une structure regroupant tous les courants et organisations qui luttent pour l'indépendance de Madagascar.
44. Renseignements n°2826 de la Sûreté Générale, 12 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
45. Renseignements n°29311-D1SCF, 15 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
46. Renseignements n°3082-D1SCF, 17 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
47. Renseignements n°29311-D1SCF, 15 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
48. Une des figures importantes du nationalisme tananariviens et un des principaux dirigeants du MDRM. Il était le président du Comité électoral du député Ravoahangy.
49. Renseignements n°2936-D1SCF, 14 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70. Le « Groupe Soarano » désigne le cercle nationaliste tananarivien autour duquel le MDRM se formera à Madagascar à partir de Juin 1946.
50. Renseignements n°3082-D1SCF, 17 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
51. *Ibid.*
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. Autre dénomination des Merina.
55. Renseignements n°2780-D1SCF, 10 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 70.
56. Télégramme Lettre Officiel n°135-CF, 24 Mai 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 16.
57. Union pour la Défense des Intérêts Malgaches. Parti né en 1956.
58. Front National Malgache. Parti né en 1956.
59. Union des Indépendants de Tananarive. Parti né en 1956.
60. Union du Peuple Malgache. Parti né en 1956.
61. Comité d'Entente et d'Action Politique. Plate-forme politique née en 1956.
62. *Telonohorefy* du 22 Avril 2008.
63. Intervention télévisuelle de l'Association *Otrikafo* sur la chaîne RTR, Mars 2008.
64. Il s'agit d'élire le représentant de Madagascar au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer.
65. Littéralement « Le feu qui couve. Il s'agit d'une association qui revendique l'héritage du mouvement nationalisme malgache historique. Il pense qu'il est le temps est le feu du nationalisme des années d'avant Seconde Guerre mondiale soit rallumé pour combattre le néocolonialisme français qui serait encore d'actualité ainsi que la mondialisation qui menace les valeurs malgaches.
66. Textuellement, « Les descendants du MDRM ».

67. Depuis 1967, la journée de 29 Mars commémore les luttes anticoloniales et notamment l'insurrection de 1947-1948.
68. La première explication sur l'origine de l'insurrection évoque la responsabilité des autorités coloniales. Il s'agit de la position officielle des leaders du MDRM. La deuxième explication, formulée par l'Administration française, accuse ce dernier de l'avoir préparée.
69. Pour la localisation, voir carte.
70. Parti des Dëshérités de Madagascar. Le PADESM est le principal parti malgache qui s'est opposé au MDRM et à sa politique indépendantiste. Pour plus de détails, voir Randriamaro J.R., *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD*, Karthala, Paris 1997.
71. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Haut Commissaire, n°223-CF/AP/1, 26 Août 1948, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 18.
72. « Jusqu'en Septembre 1947, elle [l'insurrection] encerclait des centres comme Ifanadiana, Fénérive, Vatomandry, Andevoranto, Nosy-Varika, où il fallut faire débarquer des fusiliers-marins ». Voir Spacensky A., *Madagascar cinquante ans de vie politique (de Ralaimongo à Tsiranana)*, Paris, Nouvelles éditions Latines, 1970, p. 66.
73. 1ÈRE Déclaration de De Coppet le 19 Avril 1947 lors de l'ouverture de la Session de l'Assemblée Représentative à Antsirabe. Cité in A. Spacensky, *op.cit.*, p. 69.
74. Interrogatoire de Ravoahangy, 6 Janvier 1948, Antananarivo, *ARM*, D 890.
75. Interrogatoire de l'inculpé Rakotovao Martin, 11 Avril 1947. Cité in D. Razafindrazaka, 1995-1996, *art.cit.*, p. 221.
76. Le premier est le Chef de la Sureté Générale et le second Juge d'instruction pendant le procqs des dirigeants du MDRM.
77. Proclamation à la population affichée sur les murs de Tananarive le 31 Mars 1947. Cité in L. Rabearimanana, « Les événements de 1947 à Madagascar », in *Omalý sy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n°28, 1988-2, p. 156.
78. Jeunesse Idéliste Malgache et Parti Nationaliste Malgache. Deux sociétés secrètes créées pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour plus d'informations, voir Ramanantsoa-Ramarcel B., *Les sociétés secrètes nationalistes à Madagascar dans la première moitié du XXe siècle : VVS, Panama, Jiny*, Thèse de doctorat de 3e cycle, 2 tomes, Université de Paris III, 1986.
79. Déposition de Ravoahangy Andrianavalona Joseph du 2 Avril 1947. Cité in Razafindrazaka D., « La réunion du 27 Mars 1947 », in *Omalý sy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n°41-44, 1995-1996, p. 219.
80. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Haut Commissaire, n°223-CF/AP/1, 26 Août 1948, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 18.
81. *Ny Rariny-La Justice* du 11 Mars 1947.
82. « *En Action* utilise souvent ce [qualificatif] pour faire allusion au passé «vichyste» de Rabemananjara Jacques. Un tel adjectif est le pire qualificatif qu'on peut donner à un adversaire politique en cette période où le procès du régime du Vichy est encore d'actualité ». Lahiniriko D. A., *Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache. Des succès aux difficultés*. Mémoire de maîtrise, Antananarivo, Département d'Histoire, 2000, p. 207.

83. *Ny Rariny-La Justice* du 30 Juillet 1946.
84. *Ny Rariny-La Justice* du 30 Juillet 1946.
85. *Mongo* du 2 Août 1946.
86. *Ny Fahafahana* du 2 Octobre 1946.
87. *Ny Fahafahana* du 26 Juin 1946.
88. *Ny Fahafahana* du 26 Juin 1946.
89. *Ny Fahafahana* du 26 Juin 1946.
90. *Ny Kitan'ny Maraina* n°256 du 27 Juin 1946.
91. *Ny Rariny-La Justice* du 6 Août 1946.
92. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Haut Commissaire, n°223-CF/AP/1, 26 Août 1948, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 18.
93. *Ny Rariny-La Justice* du 25 Juin 1946.
94. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Haut Commissaire, n°223-CF/AP/1, 26 Août 1948, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 18.
95. *Idem*
96. *Ny Rariny-La Justice* du 21 Mai 1946.
97. *Ny Fahafahana* du 11 Décembre 1946.
98. *Ny Fahafahana* du 17 Juillet 1946.
99. *Ny Fahafahana* du 18 Juillet 1946.
100. *Mongo* du 14 Novembre 1946.
101. *Ny Rariny-La Justice* n°26 du 12 Mars 1946.
102. Les deux principaux journaux du PDM.
103. *Lakroa* du 15 Octobre 1946.
104. *Idem*.
105. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
106. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
107. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
108. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
109. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
110. Lettre du chef de district de Vatondry, 15 Décembre 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
111. Rapport n°15-CF du 16 Février 1947 traitant la situation politique dans le district, Antananarivo, *ARM*, D 875.
112. Renseignement de Baron 02 Janvier 1947, Antananarivo, *ARM*, D890.
113. Lettre du Haut-commissaire, 13 Septembre 1946, Antananarivo, *ARM*, D 875.

114. Lettre du Haut-commissaire, 13 Septembre 1946, Antananarivo, *ARM*, D 875.
115. Textuellement, « militaire de Ravoahangy ».
116. Lettre du Haut-commissaire, n°529-CF/AP du 26 Novembre 1946, Antananarivo, *ARM*, D 875. Fanony F. et Guenier N., *art.cit.*, 1984.
117. Rapport n°20-CF du chef de district de Mahanoro, 24 Février 1947, Antananarivo, *ARM*, D 875.
118. Culture sur brulis.
119. Lettre du Haut Commissaire au Ministre de la FOM, n°564-CF/AP, 16 Décembre 1946, Aix-en-Provence, *CAOM*, 6 (15) D 19.
120. Voir Lahiniriko D.A., *Les structures politiques nationalistes tananariviennes de la Seconde Guerre mondiale à la Première République. Union, unanimisme et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958)*, Université d'Antananarivo-Université de Paris I, 2008, Thèse à soutenir.
121. Il s'agit de *Marianne* qui a publié un article de Jean Fremigacci sur l'insurrection. Notons que cet historien de l'Université de Paris I est considéré, par ses pairs, comme le meilleur spécialiste de la question.
122. Elle n'a jamais été ni membre ni militante du MDRM. Son apparition sur la scène politique date du procès des parlementaires du parti pendant lesquels elle a joué le rôle du secrétaire des avocats des élus malgaches.
123. Voir [www.madanight.com](http://www.madanight.com)
124. Déclaration du *Fifanampiana Malagasy* (Comité de solidarité de Madagascar), Février 2005.
125. Depuis la cinquantenaire de l'insurrection, tous les fonds d'archives, à Madagascar et en France, sont ouverts. Même les archives personnelles le sont à condition d'avoir une dérogation (cette dernière est accordée quasi systématiquement aux chercheurs).

## Bibliographie

- Boiteau P., 1958, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris, Edition sociale.
- Fanony F. et Gueunier N., 1983, « Deux documents sur l'insurrection de 1947 », in *Etudes Océan indien*, Paris
- Lahiniriko D.A., 2008, *Les structures politiques nationalistes tananariviennes de la Seconde Guerre mondiale à la Première République. Union, unanimisme et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958)*, Université d'Antananarivo-Université de Paris I, Thèse à soutenir.
- Rabearimanana L., 1980, *La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956. Contribution à l'histoire du nationalisme malgache au lendemain de l'insurrection à la vielle de la loi cadre*, Antananarivo, Librairie Mixte.
- Rabearimanana L., 1988, « Les événements de 1947 à Madagascar », in *Omal'ny Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n°28, Université d'Antananarivo.
- Rabearimanana L., 1995-1996, « Les recherches actuelles sur les peuplements de 1947, dans les universités d'Antananarivo et de Toamasina », in *Omal'ny Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n°41-44, Antananarivo, Université d'Antananarivo.
- Rabearimanana L., 2004, *L'Express de Madagascar* du 30 Mars.

- Rabearimanana L., 2005, « Les événements de 1947 à Madagascar : problématique de la recherche et état d'avancement », in *Bulletin de l'Académie Malgache*, n°84/1.
- Rabemananjara, R.W., 1953, *Madagascar sous la Rénovation malgache*, Paris-Tananarive, R.W. Rabemananjara Éditeur.
- Rajerison M., 1976, « Fiantsiana sa tolom-baohaka miavo-tena ny 29 Mars 1947 ? », in *Tantara*, n°4-5, Antananarivo.
- Ramanantsoa-Ramarcel B., 1986, *Les sociétés secrètes nationalistes à Madagascar dans la première moitié du XXe siècle : VVS, Panama, Jiny*, Thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, 2 tomes, Université de Paris III.
- Rémond R., 2002, « L'exigence de mémoire et ses limites », in Ferenezi T. (dir.), *Devoir de mémoire, droit à l'oubli ?* Paris, Editions Complexe, pp. 41-44.
- Tronchon J., 1986, *L'insurrection malgache de 1947*, Paris, Karthala-EFA.
- Tronchon J., 1986, *op.cit.*